

9-1966

Le Boréal Express, v.5 n.1, (September 1966)

Franco-American Collection

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/fac-boreal-express>

This Book is brought to you for free and open access by the Publications at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Le Boréal Express by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.

LE BOREAL EXPRESS

AN 1805

PAR L'HISTOIRE — CITOYEN DU TEMPS

(Trois-Rivières septembre 1966)

Le numéro : 0.35

VOLUME 5, No 1

LES CANADIENS DEMANDENT L'AIDE DE NAPOLÉON

(Québec). — Une dépêche en provenance de Paris révèle qu'un Canadien — non identifié — vient d'arriver à Paris pour soumettre une requête à l'Empereur. Les douze pétitionnaires, apparemment tous âgés de plus de 50 ans et domiciliés près de Montréal, sur la rive Sud, supplient Napoléon de ne signer la paix "sans que nous ayons repris le nom de Français-Canadiens". Nous ne pouvons croire que la majorité des Canadiens appuient pareille démarche; ils ont prouvé leur fidélité à maintes reprises; le petit nombre et l'âge des signataires indiquent qu'ils ruminent des souvenirs — déformés par le temps — du régime français.

Il ne faudrait pas se surprendre, toutefois, si le Gouvernement français en profitait pour semer de l'agitation dans la province. C'est là une de ses politiques depuis 1793. Ses émissaires ont exploité systématiquement les causes locales de mécontentement: par exemple, lorsqu'on voulait appliquer la loi de milice, en 1794, ou celle des chemins, en 1796. Il s'ensuivit des émeutes. Des écrits incendiaires circulaient dans la province. L'adresse des "Français libres à leurs frères du Canada" se terminait par cet appel séducteur: "Canadiens, armez-vous, appelez à votre secours les Indiens. Comptez sur l'appui de vos voisins et sur celui des Français."

Nos chefs politiques et religieux se formaient alors en associations loyales pour neutraliser cette propagande — ils y ont réussi. Leur manifeste de 1794 insistait sur notre "situation heureuse, la jouissance d'une constitution libre et libérale", en opposition aux "misères" des pays voulant nous séduire. Dans son oraison funèbre de Mgr Briand, la même année, l'abbé Plessis, curé à Québec, bénit la Conquête comme un événement "providentiel": les Canadiens se sont retrouvés sous une "nation industrielle... généreuse... compatissante... bienfaisante". Idées qu'il a reprises depuis à quelques occasions. Enfin, en 1799, 1800 et 1801, la province a versé, ou

promis, plus de \$ 10,000 pour épauler l'Angleterre dans la guerre.

Les agents étrangers n'ont pu suborner le peuple. Ils ont quand même ourdi des complots. Leur découverte aboutit à la pendaison de David McLane (1797) agent français au service du Directoire. L'arrestation de McLane, est survenue peu après la saisie en haute mer d'un navire américain chargé d'armes françaises, propriété du vermontois Ira Allen. Ce dernier a nié sa culpabilité, bien que les circonstances semblaient corroborer les aveux de McLane.

En 1800, le gouvernement a emprisonné Le Couteux, un Français naturalisé américain. Ce dernier se trouvait en territoire britannique avec des lettres invitant le Directoire à envahir le Canada. En 1801, on a émis à Montréal un complot contre l'Etat, machiné par une société secrète d'immigrés américains. Ceux-ci semblaient vouloir piller Montréal et peut-être renverser le gouvernement. Les Canadiens prouvèrent leur loyauté: lors de l'appel en service d'un huitième de la milice montréalaise, ils se distinguèrent par le nombre de volontaires. L'année suivante, un autre complot menaça, cette fois, le Haut-Canada: des Américains, mécontents de la distribution des terres par le Conseil exécutif de cette province, désiraient se venger. Mais la loyauté des habitants, la paix dans le monde et les bonnes relations entre les gouvernements anglais et américains ont étouffé ce projet dans l'œuf.



BONAPARTE VIENDRA-T-IL ?

Aucun Canadien n'a été impliqué dans ces brigues, hormis les émeutes locales de 1794 et 1796 et le cas McLane. Au contraire, les sujets canadiens et britanniques ont tous manifesté beaucoup de fidélité: démenti éclatant aux insinuations de déloyauté dont l'on commence à asperger publiquement la majorité de la population dans cette province.

SOUSCRIPTION

EN FAVEUR DE L'AMIRAL NELSON

Montréal (DNC). — Depuis quelques jours, des personnages importants de notre ville ont commencé à recueillir des fonds en vue d'élever un monument en l'honneur du vainqueur de Trafalgar, l'amiral Horatio Nelson.

L'idée d'élever un monument est venue au président d'un bal qui se donnait au Exchange Coffee House, de Montréal, au moment où l'on tenait d'apprendre le décès du grand Anglais.

Toutes les personnes présentes dans l'édifice de la rue St-Paul ont souscrit spontanément quelque argent. Actuellement, l'on continue à solliciter les gens, car les sommes recueillies ne sont pas assez rondelles pour permettre l'érection d'un monument à celui dont la gloire "dépassait de beaucoup celle de Napoléon" (C'est, du moins, ce qu'affirme le président du bal).

PÉTITION À NAPOLÉON 1er — voir en page 8

LE GOUVERNEUR PRESCOTT EN DEMI-DISGRACE

Québec — Le gouverneur en chef du Canada, Robert Prescott, a quitté notre pays, le 27 juillet 1801. Ce qui explique pourquoi depuis quatre ans, le Canada est gouverné par des administrateurs ou des lieutenants-gouverneurs. Retiré en Angleterre, le gouverneur, même s'il continue à recevoir son salaire, n'occupe plus effectivement le poste. Depuis son retour dans la métropole, il n'a cessé de demander une enquête impartiale sur son activité et celle de ses adversaires. Il se dit la victime de vastes complots. Son attitude est telle que plusieurs le disent malade. Le général Peter Hunter, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, jusqu'au 21 août dernier, date de sa mort en notre ville, avait déclaré au mois de juin 1799 au sujet du gouverneur: "Je n'avais pas l'honneur de connaître le général Prescott avant que je le visse ici; mais si j'avais à en juger sur sa manière d'agir depuis mon arrivée, et plus particulièrement sur ses procédés à l'égard du gouverneur Milnes, je n'hésiterais pas un instant à déclarer qu'il est fou."

Les disputes qui s'élevèrent entre lui et le conseil obligèrent le duc de Portland à demander au gouverneur de retourner en Angleterre. Dans sa lettre de rappel, le secrétaire d'Etat déclarait: "Je remarque avec un extrême déplaisir, par vos lettres et par les exposés du Conseil exécutif du Bas-Canada, que les malheureuses disputes qui se sont élevées entre vous et ce corps, au lieu de s'apaiser, s'échauffent chaque jour davantage, et menacent de compromettre le caractère et même l'existence du gouvernement de Sa Majesté dans la province, si l'on n'y met pas un terme."

"Pour écarter la possibilité d'un événement si fatal, et rétablir l'harmonie dans la portion exécutive du gouvernement, la subordination dans toute la province, votre retour ici est jugé absolument nécessaire; et j'ai reçu de Sa Majesté l'ordre de vous mander qu'elle trouve bon que vous fassiez immédiatement

vos préparatifs, afin de revenir dans le plus bref délai."

L'attitude du gouverneur face à M. Osgood et aux autres conseillers sur la question de la distribution des terres semble être à l'origine de tout le problème.

M. Robert Shore Milnes, jusqu'au 12 août dernier, avait occupé le poste d'administrateur. Il vient d'être remplacé par M. Thomas Dunn. Depuis plusieurs années, M. Dunn fait partie des Conseils législatif et exécutif.

LE PÈRE DE LA RÉFORME SCOLAIRE

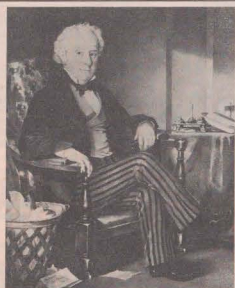
page onze

HISTOIRE D'UNE ESCALADE

DE BONAPARTE À NAPOLÉON

EN PAGES 2 ET 3

- LA CONQUÊTE bienfait de la Providence ? — p. 10
- UNION JACK — p. 3
- LIMITATION DES NAISSANCES — p. 15



LE COLONEL TH. TALBOT

a profité de la paix d'Amiens pour vendre sa commission d'officier et revenir au Haut-Canada. Son établissement sur les bords du lac Érié est gouverné et géré avec brio. Sans doute, mérite-t-il le titre de Baron du lac Érié.

Nos anniversaires

IL Y A CINQ ANS (1800)

Napoléon 1er acquiesce la Louisiane espagnole.
L'Angleterre établit l'acte d'Union avec l'Irlande et les députés irlandais sont admis au Parlement de Londres quoique les Catholiques en restent exclus.

IL Y A DIX ANS (1795)

Début d'émeutes à Londres et en Irlande.

IL Y A QUINZE ANS (1790)

La France adopte une constitution civile pour le clergé et oblige les prêtres à prêter serment. On adopte la date du 14 juillet comme celle de la fête nationale.

IL Y A VINGT ANS (1785)

Le marquis de Dade publie Les Cent vingt journées de Sodome.

IL Y A VINGT-CINQ ANS (1780)

Houdon dévoile une remarquable statue de Voltaire.
Mort de Marie-Thérèse d'Autriche.

IL Y A TRENTE ANS (1775)

Révolution américaine. Le Canada est envahi par les troupes américaines; Montgomery et Arnold assiègent Montréal et Québec.

Aux Etats-Unis, George Washington assume le commandement en chef de l'armée américaine.
Beaumarchais présente Le Barbier de Séville.

IL Y A QUARANTE ANS (1765)

L'Angleterre impose l'usage du papier timbré pour tous les documents officiels; cette nouvelle forme d'impôt qui frappe les colonies américaines provoquera la révolution qui atteindra son apogée dix ans plus tard.

IL Y A CINQUANTE ANS (1755)

Déportation des Acadiens.
Combats de la Monongahela et du lac Saint-Sacrement.
Mort de Saint-Simon à l'âge de 66 ans.

IL Y A CENT ANS (1705)

Deuxième incendie du Séminaire de Québec.

LE PONT DES ARTS

PREMIER PONT MÉTALLIQUE

PARIS — Commencé en 1802, Paris vient de terminer, au-dessus de la Seine, la construction du premier pont métallique au monde.

DE BONAPARTE À NAPOLEON

Comment on réalise un coup d'Etat

PARIS — Napoléon revint à Paris le 16 octobre 1799. "Tout le monde était dans l'ivresse. La victoire qui accompagnait toujours Bonaparte l'avait devancée, et il arriva pour porter les derniers coups à la coalition expirante." (Le Moniteur, 23 Vendémiaire.)

Il arrivait dans un moment d'instabilité politique où une révision de la constitution de l'an III s'imposait afin de retrouver une stabilité sociale compromise. Sièyès songea au coup d'Etat, prit Bonaparte comme agent d'exécution et, avec Talleyrand, Barras, R. Ducos, mit en branle les préparatifs.
"Nous touchons au moment où il n'aurait plus été possible de rien récupérer, ni la liberté, ni la propriété, ni la constitution, garantie de l'une et de l'autre". (Le Moniteur, 19 brumaire [10 novembre].)

On tablait donc sur la peur pour s'allier les Conseils et la Bourgeoisie.

Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), les événements se précipitèrent: convention du Conseil des Anciens, transfert des Assemblées à Saint-Cloud, perte de tout pouvoir pour le Directoire, démission de Barras. Le lendemain (19 brumaire), Bonaparte arrivait à Saint-Cloud avec 5,000 soldats. Il se présenta aux Anciens et aux Cinq-Cents où il fut hué. Il fallut alors l'intervention de Lucien Bonaparte (frère de Napoléon, président des Cinq-Cents) pour permettre la réussite du coup d'Etat, lequel tourna en dictature militaire.

Le Consulat provisoire, composé de Sièyès, R. Ducos et Bonaparte, fut formé, ainsi que deux commissions chargées de réviser la constitution qui devait avoir pour but: "de consacrer inviolablement la souveraineté du peuple français, la République une et indivisible, le système représentatif, la division des pouvoirs, la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété."

S'étant servi de Bonaparte comme instrument pour un coup d'Etat, les "Brumairiens" verront pourtant Bonaparte se rendre jusqu'à l'Empire.

L'établissement de nouvelles constitutions

PARIS — La Constitution de l'an VIII fut promulguée le 14 décembre 1799. Elle était "courte et confuse" et divisée en 95 articles. Par cette constitution, Bonaparte devint premier consul, s'attribua la totalité du pouvoir exécutif, le droit de nommer ministres et fonctionnaires et l'initiative des lois. Le pouvoir législatif, réduit à délibérer et à voter par oui ou par non sur les projets, fut morcelé en quatre assemblées: Tribunaux, Sénat conservateur pouvant annuler les lois inconstitutionnelles, Conseil

d'Etat nommé par Bonaparte et Corps législatif irresponsable, pouvant être poursuivi avec autorisation du Conseil d'Etat. Napoléon supprimait le suffrage universel: désormais les membres des assemblées seraient désignés par l'exécutif et choisis sur des listes de confiance. Cette constitution de 1799 tentait de résoudre le problème électoral, mais elle omettait les droits du citoyen et n'organisaient qu'imparfaitement les pouvoirs publics.

intermède LA PAIX D'AMIENS

Après la paix de Lunéville (19 février 1801), qui confirmait les clauses de Campo-Formio, il restait à Bonaparte à régler le cas de l'Angleterre. Il tenta de lui fermer le continent par la formation d'une coalition continentale (Russie-Danemark-Suède-Prusse), mais il échoua.

D'autre part, l'Angleterre connaissait une forte crise économique. Les hommes d'affaires souhaitaient la reprise des affaires et entreprirent des pourparlers pour un traité de paix. Ce fut la paix d'Amiens, 25 mars 1802.

L'Angleterre abandonnait Malte, Minorque, l'île d'Elbe, les Antilles françaises, l'Egypte (qui fut restituée à la Turquie). Elle garda Ceylan et la Trinité.

Pour la première fois depuis dix ans, la paix était rétablie. Elle devait bientôt se fracasser devant les complications économiques.

Pour l'Angleterre, la paix signifiait la reprise des affaires (réouverture des marchés continentaux...) mais dès la fin des hostilités, Bonaparte, encourageant l'industrie, établit des barrières tarifaires extrêmement protectionnistes, fermant ainsi le marché français (France-Belgique-Suisse-Hollande...) aux produits anglais.

De plus la politique envahissante de Bonaparte, en Allemagne, en Suisse, au Piémont, à Saint-Domingue, en Louisiane, ainsi que la jalousie de Paul 1er et les rancunes de l'aristocratie, mirent la France en face d'une nouvelle guerre que l'Angleterre déclencha en rompant la paix d'Amiens en 1803.

A la Constitution de l'an VIII, la France vit succéder celle de l'an X. — Je n'accepterai le consulat à vie, que "si le vœu du peuple" me le commande", avait répondu Napoléon à une proposition faite le 8 mai 1802 par un membre du Sénat. Le Tribunal et le Corps législatif adoptèrent le plébiscite sur le consulat à vie et, le 14 thermidor (2 août), Bonaparte était proclamé consul à vie. Deux jours plus tard, il faisait voter une nouvelle constitution par le Conseil d'Etat et le Sénat.

Par cette Constitution de l'an X, Bonaparte était autorisé à désigner son successeur, conclure des traités, faire grâce, désigner les sénateurs, consuls et juges de paix, à modifier la constitution par sénatus-consulte, dissoudre les Assemblées, annuler les jugements des tribunaux. Les Assemblées (sauf le sénat) perdirent toute importance: le Corps législatif n'était plus son président et cessait de tenir des sessions régulières; le Conseil d'Etat se voyait diminuer au profit du Conseil privé; le Tribunal était

UN ASSASSINAT AUQUEL ON S'ATTENDAIT

Depuis la rupture de la Russie avec l'Angleterre, l'aristocratie russe s'est vue privée de son meilleur débouché pour son grain et ses bois. A ce grief s'ajoutèrent les vexations du sanguinaire Paul 1er. Comme on pouvait le redouter, la colère des nobles a abouti à un complot contre Paul 1er, qui fut assassiné le 24 mars 1801.

LA RÉORGANISATION DE LA FRANCE

• CRÉATION DE LA BANQUE DE FRANCE

(Billet en provenance de Paris). — Afin de fournir des ressources au Trésor et de soutenir le crédit de l'Etat, Napoléon, le 24 janvier 1800 (13 février 1800), décide la création de la Banque de France. Son capital est de 30 millions divisé en actions de 1,000 francs. Les 200 plus gros actionnaires élisent 16 régents et 3 censeurs. Par une loi promulguée le 24 germinal an XI (14 avril 1805), la Banque est autorisée à émettre du papier-monnaie payable au porteur à vue.

• CRÉATION DE LYCÉES

(PARIS). — La paix d'Amiens, signée le 25 mars 1802, fut comme un signal: depuis cette date tout le système tendit à se métamorphoser. La création des lycées fut décidée le 11 floréal (1er mai 1802). Le recrutement sera désormais assuré par la distribution de bourses aux candidats qui travailleront dans le sens du gouvernement.

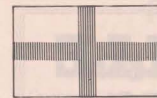
• CRÉATION DE LA LÉGION D'HONNEUR

(PARIS). — Le 29 floréal (29 mai 1802) inaugura la création de la Légion d'honneur, divisée en quinze cohortes recevant chacune 2,000,000 francs en biens nationaux et comprenant chacune 250 membres, notables civils et militaires. Ces membres n'ont aucune décoration distincte et doivent jurer "de se dévouer au service de la République", "de combattre... toute entreprise tendant à rétablir le système féodal", "de concourir... au maintien de la liberté et de l'égalité". La Légion d'honneur fut adoptée par le Corps législatif par 166 voix contre 110.

réduit à 50 membres et au silence. De plus, Napoléon remaniait les listes de notabilités.

Cette constitution, qui renforça le pouvoir de Napoléon, devait confirmer son désir d'autorité et amener la Constitution de l'an XII, dernier jalon vers l'Empire.

Dans la constitution du 28 floréal an XII (18 mai 1804), le Sénatus-consulte déclarait que "le gouvernement de la République était confié à un Empereur" et que Napoléon 1er était "l'Empereur héréditaire des Français". Il recevait une liste civile de 25 millions, un domaine de la Couronne, le droit de donner un statut à la famille impériale et celui de choisir les sénateurs. La police fut réorganisée, deux commissions garantissant la liberté de presse et la liberté individuelle, etc. Napoléon, Empereur, devenait l'unique représentant de la nation.



Croix de Saint-Georges XIIIe s. ANGLETERRE



Croix de Saint-André VIIIe s. ECOSSE



Croix de Saint-André Vre. IRELANDE



DEPUIS LE PAYS DES PHARAONS

LA MONTÉE DE NAPOLEON

Paris — Après la campagne d'Italie et la paix de Campo-Formio du 18 octobre 1797, le général Bonaparte rentra à Paris où des festivités l'attendaient.

Il était maintenant pressé de s'emparer des Iles Britanniques. Mais un tel projet n'était possible que par la maîtrise des mers.

"Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Egypte." (Lettre au Directoire, 9 thermidor an V (16 août 1797). C'est donc par l'Egypte que Bonaparte atteindra l'Angleterre, la coupant ainsi de son commerce avec les Indes. Le Directoire approuva le projet, le 5 mars 1798 et en confia la réalisation au général Bonaparte.

L'expédition appareilla le 19 mai, Malte tomba le 6 juin, Alexandrie, le 2 juillet. Bonaparte se dirigea ensuite vers le Caire, qu'il atteignit le 24. Dès le 1er août, il se trouva bloqué en Egypte, Nelson ayant détruit la flotte française en rade d'Aboukir.

Les Turcs voulaient reprendre l'Egypte. Peine perdue. Bonaparte les en dissuada en attaquant la Syrie. Après quelques succès, il échoua.

À St-Jean d'Acre (mai 1799), décidé de lever le siège, revint au Caire d'où il s'enfuit vers une France en difficulté.

L'aventure égyptienne n'aura fait qu'alerter l'Angleterre, la Turquie et la Russie, face à la politique extérieure de la France et provoquer l'alliance de ces puissances dans une deuxième coalition.

LE SACRE D'UN EMPEREUR Le premier depuis 1,400 ans



Le peintre Louis DAVID est à réaliser la plus grande toile jamais peinte. Cet impressionnant tableau représente le sacre de Napoléon Ier à Notre-Dame de Paris, le 2 décembre de l'an dernier, au moment où, en présence de son "oncle" le Pape Pie VII, l'Empereur s'apprête à couronner Joséphine.

Malgré le réalisme des portraits, dans l'ordonnance de la composition, c'est un sentiment de grandeur épique qui se dégage. Les verticales parallèles habilement rythmées jouent avec l'élan des courbes dans un déploiement d'or et de pourpre.

LE DUC D'ENGHIEN EST ASSASSINÉ

La rupture de la paix d'Amiens en irrita plusieurs. Les tentatives d'assassinat contre Napoléon se multiplièrent. Il avait contre lui les Royalistes, quelques Jacobins, les "amis de l'Angleterre" et plusieurs militaires.

Comme Cadoudal attendait pour porter le complot à terme, qu'un des princes, peut-être le duc d'Enghien, vint à Paris, Bonaparte décida d'intervenir. Ordre fut donné au duc d'Enghien, dans la nuit du 14 au 15 mars 1804, et le fit exécuter à Vincennes, le 21

des personnes comme Pichegru, Moreau, Polignac, le marquis de Rivière. La conjuration traîna plusieurs mois et finalement fut éventée.

Comme Cadoudal attendait pour porter le complot à terme, qu'un des princes, peut-être le duc d'Enghien, vint à Paris, Bonaparte décida d'intervenir. Ordre fut donné au duc d'Enghien, dans la nuit du 14 au 15 mars 1804, et le fit exécuter à Vincennes, le 21



GRAND UNION - 1606



UNION JACK - 1801

LE
G
E
N
D
E
ROUGE
BLANC
BLEU

L'UNION JACK: trois croix

LONDRES — Le drapeau anglais à deux croix, créé par la reine Anne d'Angleterre en 1707, n'est plus. C'est ce qu'a décrété George III d'Angleterre en 1801, en proposant, par une Proclamation Royale, un nouveau drapeau composé de trois croix superposées; la croix de saint André (Scotch Jack) croix blanche sur fond bleu, la croix de saint Georges (English Jack) croix rouge sur fond blanc, auxquelles s'ajoute la croix de saint Patrice (Irish Jack) croix rouge sur fond blanc. Ce nouveau drapeau symbolise le Royaume Uni d'Angleterre et d'Irlande.

LE CODE CIVIL D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

PARIS. — Commencé en 1800, la rédaction des textes du Code Civil vient d'être achevée le 27 mars 1804. Ce Code rallie les révolutionnaires, en adoptant les principes de 1789, et pose les principes essentiels d'une société nouvelle.

Parmi ces principes, nous énumérons ici les principaux: liberté personnelle, liberté de conscience et du travail, droit de cité et de propriété, égalité devant la loi. Nous y trouvons aussi un renforcement de la conception traditionnelle de la famille, la laïcité de l'Etat, la subordination du serviteur au maître en cas de litige en matière de gages et l'interdiction des coalitions ouvrières.

Quelques points retiennent notre attention. Nous nous demandons pourquoi le code parle d'égalité juridique puisqu'en matière de gages de travail, alors que, par un arrêté du 1er décembre 1803, on oblige désormais les ouvriers à se munir d'un livret sans lequel ils ne peuvent être embauchés. Et que dire de l'interdiction des coalitions ouvrières? N'est-ce pas aller à l'encontre de certains principes énoncés plus haut? Quant au travail salarié, il n'est plus considéré que comme une marchandise ordinaire et demeure soumis à la concurrence économique.

BILAN DES BATAILLES DE L'EMPEREUR (1805)

(ULM). — Dès qu'il apprend la formation de la troisième coalition, Napoléon décide de vaincre les coalisés. Le 25 septembre dernier, il franchit le Rhin, le Main et envahit l'Allemagne du Sud, la Bavière et le Wurtemberg. Les forces autrichiennes, commandées par le général Mack, se trouvent encerclées dans Ulm et doivent capituler le 18 octobre.

(AUSTERLITZ). — Après le triomphe d'Ulm, l'Empereur décide de pousser son armée plus à l'est, en suivant le Danube. C'est ainsi qu'il traverse Munich, Linz, Vienne, reçoit le front ennemi et va à la rencontre des armées russes venues prêter main-forte aux Autrichiens. C'est la rencontre d'Austerlitz où la France connaît un nouveau triomphe.

Au terme de cette guerre, l'Autriche et la Russie ont perdu plus de 40,000 hommes et l'Autriche vient de se résigner à signer le traité de paix. (Traité de Presbourg, 26 décembre de cette année).

(TRAFALGAR). — Pendant qu'il était à Ulm et à Austerlitz, l'Empereur jouait aussi sur un autre front. Il avait décidé d'envahir les Iles Britanniques. Les escadres françaises tentèrent d'attrier la flotte anglaise loin de la Manche pour permettre le débarquement en Angleterre. Mais, retiré à Cadix, Villeneuve, commandant de la flotte française, était bloqué par l'escadre de Nelson.

Napoléon adjoint à Villeneuve d'aller assiéger Naples. C'est alors que Nelson l'attaqua à la hauteur de Trafalgar, le 21 octobre. Les 27 vaisseaux anglais anéantirent le centre et l'arrière-garde de la flotte française. La défaite de Trafalgar fit perdre 4,998 hommes aux alliés, et la mer demeura anglaise. Pour le moment, la destruction de la flotte française ne permet pas à l'Empereur de passer la Manche, c'est du moins ce que l'on dit dans les milieux diplomatiques.

KANADÂ



Le pouvoir de l'exécutif à la baisse

MILORD,

Québec, 1er nov. 1800.

Dès que j'ai eu pris en mains l'administration des affaires de cette province, j'ai été extrêmement frappé de la condition incertaine des intérêts du gouvernement. J'ai fait de grands efforts depuis cette époque pour découvrir les causes de cet état de choses, causes qui remontent plus loin que les ministres de Sa Majesté ne le supposent, à mon avis. Je suis tellement persuadé qu'il est nécessaire de s'occuper de ce sujet, que je me considère tenu de communiquer à Votre Grâce le résultat de mes observations afin que vous soyez entièrement renseigné sur l'état du pays et que des mesures soient prises pour fortifier le pouvoir exécutif dans le Bas-Canada.

Que qu'excellente que soit la nouvelle constitution qu'il a plu à Sa Majesté d'accorder à cette province, je considère que la base de cette constitution doit reposer sur le maintien d'une juste proportion des relations qui doivent exister entre l'aristocratie et le bas peuple, sans quoi ce dernier aura une arme dangereuse entre les mains. A l'heure présente, on observe plusieurs causes qui contribuent à affaiblir graduellement le pouvoir et l'influence de l'aristocratie dans le Bas-Canada. Je dois d'abord, pour être bien compris, définir les causes qui ont graduellement conduit l'aristocratie au degré d'influence où elle en est rendue.

La première de ces causes et la plus importante se trouve dans le mode de coloniser cette province à l'origine: d'une part, les cultivateurs (qui forment la grande partie de la population et que l'on appelle habitants) tenant leurs terres en vertu d'un système de tenure indépendant, et d'autre part ceux qui s'appelaient seigneurs conservant un pouvoir insignifiant et ne cherchant guère à augmenter leur influence ou à améliorer leur fortune par le commerce. C'est ainsi que les bonnes familles canadiennes sont presque disparues et qu'un petit nombre peuvent vivre sur leurs terres d'une manière plus opulente que les simples habitants. Ceux-ci constatent qu'ils sont sous tous les rapports aussi indépendants que le seigneur lui-même, avec lequel ils ne sont liés autrement que par l'obligation de faire moudre leur grain à son moulin, moyennant le quatorzième minot auquel le seigneur a droit, — ce qu'ils considèrent plutôt comme une imposition ennuyeuse que comme un acte de reconnaissance envers celui-ci pour les terres, concédées à perpétuité par sa famille à leurs ancêtres, sans autres conditions que l'obligation de payer la modique redevance ci-dessus et le douzième du prix de transport des terres.

L'équipe des rédacteurs est composée de Mgr Albert Tessier, M. l'abbé Gilles Boulet, MM. Jacques Lacoursière, Denis Vaugeois. La mise en page est due à M. l'abbé Lévesque Martin. Ont collaboré à ce numéro: Thérèse Gravel, Claude Brouillette, Jean-Pierre Wallot et Georges Giguère, s.j.

Prix de l'abonnement, \$3,00 pour 10 numéros. Pour douze (12) abonnements, ou plus à la MEME ADRESSE, \$2,00 chacun. Abonnement de soutien, \$5,00. Pour abonnement et toute correspondance, on écrit à:

LE BORÉAL EXPRESS,
Centre des Etudes Universitaires,
C.P. 174, Trois-Rivières, Tél.: 378-5112

"BORÉAL EXPRESS"

pour voir le Boreale Express lire
127 rue Royale, Trois-Rivières

On peut en tout temps se procurer les numéros déjà parus.

Le Ministère des Postes, à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et réserve comme objet de deuxième classe de la présente publication.

ÉDITORIAL

LA QUERELLE DES IMPÔTS

La majorité a parfaitement raison. Il faut taxer le commerce en général et non les terres.

Le débat a été long, dur, âpre. On en sait les prémices: pour financer la construction des prisons dont notre province a besoin, la Chambre d'Assemblée devait adopter une nouvelle législation fiscale. Deux thèses étaient en présence. Les uns, la majorité de langue anglaise, soutenaient que la seule façon de répondre à ce besoin précis était d'imposer les biens fonciers en mettant une taxe sur les terres. A cette thèse soutenant la taxe foncière, la majorité des députés imposa une autre thèse suggérant plutôt des taxes douanières qui devaient affecter les effets de commerce.

Le vote final donna raison à cette deuxième théorie. La majorité décida que ce serait au moyen de différentes taxes douanières que serait financée la construction des prisons. C'est ainsi que la législation fiscale de cette année prévoit un droit sur les marchandises vendues à l'encan, une taxe sur les thés verts et un impôt additionnel sur l'importation des liqueurs fortes, du vin, de la mélasse et des sirops. Dans un mémoire particulièrement bien rédigé et d'une logique impeccable, les députés de la majorité viennent d'expliquer à Sa Majesté les raisons qui les ont amenés à préférer la taxe douanière à la taxe foncière. Selon eux, une taxe foncière serait désastreuse dans un pays comme le nôtre où l'agriculture encore jeune a besoin d'encouragement et de liberté. D'autre part, une taxe sur les effets de commerce n'affecte pas véritablement les commerçants puisque, en dernière analyse, ce sont les consommateurs qui la paient.

Il faut noter cependant qu'à l'occasion de cette discussion, la Chambre s'est retrouvée divisée en deux groupes rivaux d'une façon telle que cela ne s'était pas produit depuis l'élection du premier orateur et la discussion sur la langue dans laquelle seraient rédigées les lois de l'Assemblée, il y a sept ans. La minorité anglaise a fait bloc derrière la thèse qui proposait la taxe foncière tandis que la majorité canadienne-française s'est battue pour celle qui réclamait la taxe douanière. Au fond, les marchands anglo-canadiens ont voulu s'exempter de la taxe sur les effets commerciaux tandis que les représentants du peuple canadien ont défendu leurs électeurs qui sont presque en totalité des agriculteurs.

La conclusion est la même: la Chambre est de nouveau divisée en deux groupes rivaux. Cela n'augure rien de bon surtout si l'on ajoute les agissements curieux des hauts fonctionnaires de notre administration. La paix raciale laquelle nous avons cru quelque temps n'est pas pour demain.

Je crois que la deuxième des causes qui tendent à affaiblir l'influence du gouvernement dans cette province, se trouve dans la prédominance de la religion catholique romaine et dans l'indépendance du clergé. Je constate que cette indépendance dépasse considérablement les limites prescrites par les instructions royales où il est particulièrement déclaré que c'est la volonté de Sa Majesté: "qu'aucune personne ne sera admise dans les ordres sacrés ou ne pourra avoir charge d'âmes sans avoir au préalable obtenu une autorisation du gouverneur à cette fin", etc., etc. Comme cette instruction n'a pas été mise en vigueur jusqu'à présent, il s'ensuit que tout le patronage de l'église a passé entre les mains de l'évêque catholique romain et que toutes les liaisons de ce côté entre le gouvernement et le peuple ont été rompues, car les prêtres ne se considèrent en aucune façon astreints à un autre pouvoir que celui de l'évêque.

Cet esprit d'indépendance s'est manifesté dernièrement dans une singulière occasion. Un prêtre de Terrebonne, endoctriné par le comte d'Effingham. A l'exercice toute son influence afin de faire battre l'avocat général tandis qu'il a royalement supporté un homme qui avait été expulsé de la Chambre d'Assemblée pour avoir été reconnu coupable de conspiration et qui, par conséquent, était considéré comme une personne déshonorée. Et cet homme ayant été choisi, ce prêtre alla jusqu'à célébrer une grande messe en actions de grâce "pour la réélection de son martyr". Pour rendre justice à l'évêque canadien, je dois ajouter que, sur mes représentations, il a fait tout ce qui était en son pouvoir en cette occasion.

Une autre cause, qui a aussi largement contribué à affaiblir l'influence du gouvernement depuis la conquête, c'est la nécessité où l'on s'est vu alors de licencier la milice.

R. S. MILNES

FUNÉRAILLES DE PETER HUNTER

Québec (d'après le Québec Mercury) — Mercredi, le 21 août, vers les quatre heures de l'après-midi, mourut Son Excellence le lieutenant-général Peter Hunter, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et commandant en chef des forces de Sa Majesté pour les deux Canadas.

Les funérailles eurent lieu samedi le 24, avec toute la pompe due à son rang. L'ordre du cortège était le suivant: le major de la brigade, la Milice de Québec en colonnes de sections; la fanfare et le corps de tambour du 49e Régiment; le 49e et le 6e Régiment, en ordre de sections; les musiciens et le corps de tambours du 6e Régiment; l'Artillerie royale et onze canons; le lieutenant colonel Brock, commandant, assisté des adjudants; les membres du

clergé; le corps médical, l'entrepreneur des pompes funèbres; le cheval du lieutenant-gouverneur; le corps du défunt; les serviteurs du défunt; les autorités civiles les employés civils et militaires; le personnel de l'hôpital; les soldats de la milice et les officiers non commandés; les officiers des troupes, etc. etc.

Durant toute la procession, on tira du canon. Au cimetière, la descente du corps fut accompagnée par une salve de onze coups de canons.

ÉCHEC DE LA COLONIE FRANÇAISE DANS LE HAUT-CANADA

TORONTO — Malgré tous ses efforts, le comte Joseph de Puisaye n'a pas réussi à implanter une colonie française dans le Haut-Canada. Ce noble, on s'en souvient, se réfugia en Angleterre en 1793. Il y négocia avec le gouvernement britannique la possibilité de fonder un établissement au Canada avec d'autres officiers et soldats français exilés. Marché conclu, il arriva au pays en 1798 avec une quarantaine de

compagnons. Le Haut-Canada leur réserva un accueil plutôt froid. Mais ils réussirent à obtenir du Conseil exécutif, grâce à l'intervention du lieutenant-gouverneur, une étendue considérable de terre au Nord de York et sur les bords du lac Simcoe. Puis, tout se gâta.

Le comte voulut acheter des terres du chef sauvage Joseph Brant, soupçonné par les autorités de promouvoir la cause d'une confédération indienne. Divers ennuis s'ensuivirent: ordre à de Puisaye de cesser ses contacts avec Brant; doute sur la légalité des concessions aux Français, vu qu'ils n'étaient pas encore naturalisés; suppression des rations et de l'aide gouvernementale; interventions de l'Assemblée; etc. Il s'avéra déjà difficile de s'incruster dans un pays neuf.

Les obstacles supplémentaires découragèrent les colons qui regagnèrent l'Angleterre en 1800. De Puisaye a suivi, à la paix d'Amiens, en 1802. On ne peut que regretter cet échec, préjudiciable aux deux Canadas.

AU HAUT-CANADA

on concède moins de terres

Toronto (DNC) — Les derniers chiffres que nous avons pu obtenir de l'auditeur général, M. Peter Russell, au sujet du nombre de concessions et du nombre d'arpents de terre concédés nous laissent un peu songeurs. Il s'est concédé au cours de l'année qui se termine quatre fois moins de terre qu'il y a deux ans.

En 1803, le nombre des concessions atteignait 1,965. Cette année, il est de 587, alors que l'année dernière, il montait à 1,046. Nous sommes pourtant loin d'avoir atteint le point de saturation.

Le nombre d'arpents concédés au cours de la présente année est 138,163 405; celui de l'année dernière, 263,264 1/2; celui de 1803, 488,068 1/2. Voilà qui indique éloquentement la diminution. La Chambre d'Assemblée du Haut-Canada, prendra-t-elle les mesures nécessaires?

NOUVEAU SHÉRIFF À TROIS-RIVIÈRES

Trois-Rivières — Depuis le 27 mai dernier, Trois-Rivières compte un nouveau shériff, Charles Thomas. Ce dernier a succédé à Henry Blackstone, fils du célèbre commentateur des lois anglaises et shériff dans ce bourg depuis 1798. Des contribuables se sont plaints de M. Blackstone, l'accusant de diverses irrégularités. Le Conseil exécutif, tout en estimant les accusations non prouvées, a exigé une forte caution de M. Blackstone avant qu'il ne reprenne son poste. Il n'a sans doute pu fournir la somme demandée, d'où son remplacement.

À TORONTO

Procureur général tué dans un duel

Toronto — Même si les duels, au pays, ne sont pas très fréquents, il arrive que des antagonistes décident de vider une question sur le champ. Il y a cinq ans, lors d'une rencontre de ce genre, le procureur général du Haut-Canada, M. John White, a été tué par M. John Small, greffier du Conseil Exécutif. Il semble bien que la raison du combat ne soit pas d'ordre politique, mais réitérerait plutôt des rancœurs de Mme White au sujet de la femme du greffier.

Le duel eut lieu derrière les édifices du Parlement. Les témoins furent le shériff Macdonnell et le comte de Hoen. Lors du procès par jury qui a suivi le duel, M. Small, accusé d'homicide involontaire, a été acquitté.

Bientôt 10,000 habitants à Québec



Québec. — La plus ancienne ville du pays aura peut-être, lors de son deuxième centenaire d'existence, une population de dix mille habitants. Accroissement très lent comparé à celui de plusieurs villes américaines.

La dernière visite paroissiale a permis de connaître le nombre exact d'habitants de notre ville: 7,838 paroissiens et 1,530 protestants, soit un total de 9,368 habitants. Dix ans auparavant, soit en 1796, la population totale était de 7,724, dont 1,359 de religion protestante.

Nous n'avons pas de données exactes pour la population des diverses provinces, mais on prévoit pour l'année qui vient une population de 85,000 b. au Nouveau-Brunswick; de plus de 10,000 pour l'île du Prince-Édouard; de 70,700 pour le Haut-Canada; de 250,000 pour le Bas-Canada et de 26,500 pour Terre-Neuve. Quant à la Nouvelle-Écosse, sa population dépasserait actuellement les 60,000.

NOUS AIDONS L'ANGLETERRE

Québec. — Les habitants des colonies anglaises d'Amérique du Nord ont décidé d'aider l'Angleterre dans la guerre qui l'oppose à la France. De généreuses souscriptions ont été organisées de 1798 à 1802, mais encore actuellement, plusieurs personnes continuent annuellement à verser un montant appréciable.

La Nouvelle-Écosse fut la première à contribuer volontairement. Le lieutenant-gouverneur de la province, Son Excellence sir John Wentworth a versé la somme de 200 livres sterling. Le juge en chef de la même province a versé un montant identique. Le 22 mai 1798, dans la seule région d'Halifax, les montants souscrits atteignaient 4,183 livres.

Le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, le major général Thomas Carleton, s'était engagé à verser annuellement la somme de 500 livres; quant au Régiment royal de la province, il versa 200 livres annuellement.

La population du Bas-Canada semble y être allée encore plus généreusement. Un des plus forts montants versés s'élève à 1,111 livres; c'est la Maison McTavish, Frobisher & Co. qui a fait ce don considérable. Le Séminaire de Montréal a versé 500 livres et celui de Québec, 50. L'évêque anglican de Québec, MM. Osgoode et H. Caldwell ont donné chacun 300 livres. Monseigneur Plessis s'est engagé à verser annuellement pour toute la durée de la guerre, la somme de 25 livres.

Les sommes ainsi versées dépassaient de beaucoup les 20,000 livres.

OSGOODE À LA RETRAITE

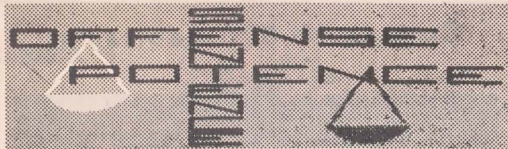
Québec — L'ancien juge en chef de la province du Bas-Canada a décidé, il y a quatre ans, de prendre sa retraite. Il se peut que ses luttes incessantes avec les gouverneurs Prescott et Milnes l'aient incité à retourner en Angleterre.

M. William Osgoode, qui avait, en 1794, remplacé M. W. Smith au poste de juge en chef du Bas-Canada, fut aussi président du Conseil Législatif. Même si actuellement, il ne demeure plus au pays, il n'en continue pas moins à occuper un poste de conseiller législatif et à retirer le salaire inhérent à cette charge.

On se rappelle, non sans une certaine allure, les accusations lancées contre lui alors qu'il était président du Comité du Conseil

exécutif chargé de la distribution des terres de la Couronne. La rumeur veut que le gouverneur Prescott ait été rappelé par suite de son inimitié pour Osgoode et son groupe. En '99, on a même parlé du triomphe du parti oligarchique.

M. Osgoode est en excellent termes avec les autorités de la métropole puisque le roi lui a accordé, depuis cinq ans, une rente viagère de 800 L. prise à même les revenus de la province.



NOUVELLES JUDICIAIRES

1801 — Le départ du juge en chef Osgeode, cet été, a placé le gouvernement dans l'embarras. En effet, l'acte de la judicature du Bas-Canada fixe au début de l'automne l'une des sessions de la Cour du Banc du Roi de Québec, avec la présence obligatoire du juge en chef de ce district. Après consultation avec les légistes de la Couronne, Milnes a constitué, au moyen d'une "Commission d'Oyer and Terminer and General Goal Delivery", une cour spéciale jouissant de pouvoirs semblables à ceux de la cour régulière. Et ce, en attendant le remplacement du juge Osgeode. Le juge en chef de Montréal, James Monk, a dû cumuler la présidence de la Cour de Québec et de celle de Montréal.

1803 — À la suite des représentations répétées des marchands et des grands jurys de la province, le Parlement impérial a adopté une loi élargissant l'autorité des tribunaux des Canadas aux territoires sauvages et non organisés. Selon la proclamation du 11 août, qui s'inspire de cette législation les offenses commises dans ces territoires seront poursuivies comme si on les avait commises dans les provinces. Le gouverneur du Bas-Canada pourra nommer des juges de paix et les autoriser à emprisonner les délinquants, puis les transférer dans l'un des deux Canadas pour jugement. Cette mesure éliminera bien des désordres dans les territoires sauvages et les videra des nombreux criminels qui s'y réfugiaient jusqu'à maintenant.

1804 — Le gouvernement impérial a pris une autre décision capitale en matière judiciaire. La coexistence des droits français et anglais dans la province a suscité des doutes sur le système de lois devant régir les questions de succession et de douaire pour les terres tenues en franc et commun socage. L'an dernier, le lieutenant-gouverneur Milnes a consulté les légistes de la province. Les juges Dunn, Williams, Ogden et Davidson, ainsi que le procureur général Jonathan Sewell, ont argumenté que les lois anglaises s'imposent tout naturellement dans le cas de la tenure anglaise. Les juges Panet et DeBonno, au contraire, avancent que les lois civiles françaises régissent toute la province. Londres vient de trancher la question. Le 9 janvier dernier, le secrétaire d'État a signifié au lieutenant-gouverneur le principe énoncé par les légistes anglais, savoir que "les lois de succession et de douaire anglaises sont celles qui s'appliquent dans les cas de tenure en socage au Canada".

Tribunaux compétents à la Baie d'Hudson

Dans des provinces qui n'ont que quinze ans d'existence, les événements quotidiens peuvent, selon leur plus ou moins d'importance, soulever de graves problèmes d'ordre administratif ou judiciaire qui exigent une solution.

Tel fut le cas de la juridiction des tribunaux du Haut et du Bas-Canada pour les délits commis hors des limites de ces provinces. L'importance du commerce des fourrures dans les territoires de la Baie d'Hudson et encore davantage la concurrence et la rivalité commerciale qui s'est développée en hostilité ouverte entre compagnies rivales ont entraîné de vives contestations, des empiètements mutuels et des crimes allant jusqu'au meurtre. On peut imaginer facilement

le désordre vu qu'aucune autorité civile ou judiciaire n'avait le pouvoir d'intervenir.

En 1802, les juges de la Cour du Banc du Roi et les représentants du grand jury, ainsi que le lieutenant-gouverneur Milnes sont intervenus auprès de Londres pour faire conférer aux tribunaux des deux provinces les pouvoirs nécessaires pour intervenir dans les territoires échappant à la juridiction ordinaire de leurs provinces respectives, pour juger et punir les crimes. Londres s'est rendu à leur demande.

On trouvera dans un tableau ci-dessous une énumération des postes établis en ces régions et du personnel qui y est engagé.

NOMS DES DÉPARTEMENTS	POSTES	ASSOCIÉS	COMMIS	AUTRES EMPLOYÉS	TOTAUX
Sainte-Marie	1	—	2	12	14
Michipicottin	3	—	3	10	13
Kaministiquia	1	—	2	18	20
Grand-Portage	2	—	3	8	11
Pic	3	—	4	10	14
Lac Nipigon	2	—	2	7	9
Nipigon	7	1	10	55	66
Lac de la Pluie	6	—	6	28	34
Rivière Rouge et Assiniboine	10	2	16	90	108
Lac Quinipique	7	2	13	65	80
Fort Dauphin	7	1	14	60	75
Rivière Sluschkachouanne	9	2	16	80	98
Rivière des Anglais (Mississippi)	9	2	12	75	89
Athabasca	18	5	16	186	207
Haut de la rivière Athabasca	3	2	4	44	50
Côté sud du Lac Supérieur et le Fond du Lac	12	1	15	68	84
	102	18	141	822	981
Mande ou rivière Ottawa	4	—	6	18	24
Postes de Saint-Maurice	3	—	5	9	14
Rivière de l'Original, Baie d'Hudson	2	1	3	10	14
Témiscamingue	6	1	6	18	25
GRAND TOTAL	117	20	161	877	1058

QUÉBEC POSSÈDE SON PALAIS DE JUSTICE

Québec — En 1804, a commencé l'audition des causes judiciaires dans le nouveau palais de justice érigé sur l'emplacement des Récollets disparu dans les flammes, en 1796. Cet emplacement avait paru le plus central et le plus convenable aux commissaires Thos Dunn, Jonathan Sewell et Amable Berthelot d'Asiguy qui avaient été chargés de diriger et de surveiller la construction.

En 1799, la Législature avait voté les fonds nécessaires à cette construction érigée d'après les plans de l'architecte François Baillargé. La pierre angulaire fut mise en place le 11 novembre 1799, mais la lenteur des travaux a fait prolonger jusqu'à l'an dernier l'achèvement du palais de justice. L'édifice mesure 120 pieds de front sur 87 de profondeur, plus un avant-corps de 55 pieds sur 10. Depuis la conquête du pays la justice était rendue dans l'ancien collège des Jésuites également utilisé simultanément à plusieurs autres fins.

De qui doivent dépendre les Indiens?

Au début de l'année 1800, s'est réglée une brève contestation au sujet du responsable de la juridiction sur les Indiens du Haut et du Bas Canada. Le duc d'York avait été promu au poste de commandant en chef de l'armée en avril 1798. Son prédécesseur à ce poste, le duc de Kent, s'était approprié par inadvertance le département des affaires indiennes.

Or il avait été bien établi dans les instructions de sa Majesté au gouverneur, au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, dès le 15 décembre 1796, que ce secteur de l'administration relevait directement et exclusivement de la personne investie de l'autorité exécutive.

Le secrétaire aux colonies, Portland, vient de dissiper toute confusion en rappelant ce qui avait été précédemment établi et statué tant pour le Haut-Canada que pour notre province.



A. P. C.

LES HURONS SE DONNENT UN NOUVEAU CHEF

Au cours de l'année dernière, les membres de la tribu des Hurons ont procédé à la nomination d'un nouveau chef. Notre gravure nous représente le chef accompagné de ses assistants. A remarquer que, de plus en plus, les Indiens s'habillent à l'europpéenne, tout en conservant quelque chose de typiquement local.

LES AMÉRIQUES

LES ÉTATS-UNIENS

NE PERDENT PAS DE TEMPS

Il y a deux ans, nos voisins ont acheté la Louisiane pour une somme approximative de douze millions de dollars. Ils ont fait là un marché d'or, puisque l'addition du territoire cédé par Bonaparte triple presque la superficie de leur domaine. La Louisiane comprend en effet l'immense portion de terre située à l'ouest du Mississippi.

Les autorités américaines n'ont pas perdu de temps pour se rendre compte de l'importance de leur acquisition. Dès l'année dernière ils ont chargé les capitaines Lewis et Clarke de conduire une expédition jusqu'à l'océan Pacifique. L'expédition, forte de 30 hommes, s'est mise en marche le 14 mai de l'année dernière. Après avoir remonté le Missouri sur une distance de 1600 milles, Lewis et Clarke ont établi leurs quartiers d'hiver dans le territoire des Mandanes, visités déjà par LaVendrye.



LEWIS et CLARKE 1600 milles U.S.I.S.

De bonne heure cette année, ils ont entrepris de franchir les montagnes Rocheuses et on vient tout juste d'apprendre qu'ils ont atteint le Pacifique au début de novembre de cette année.

Chateaubriand a-t-il immortalisé la figure du Père I. Jogues?

Par notre correspondant à Paris

ATALA révèle à l'Europe les splendeurs de la nature Américaine

Il y avait une fois, dans une contrée exotique et lointaine (?), appelée la vallée du Meschacébé (Mississippi), une jeune et belle princesse indienne nommée Atala. Elle vécut heureuse jusqu'au jour où elle connut l'amour, et cette passion la fit mourir.

Toute la France pleure sur les malheurs de la jeune héroïne nouveau-genre de monsieur François de Chateaubriand et la source ne semble pas près de se tarir puisque l'œuvre vient de connaître cette année une douzième édition consécutive. À cette dernière édition est joint "René", une autre œuvre du même auteur, extraite elle-aussi du *Génie du Christianisme*.

Les lecteurs canadiens doivent se procurer cette édition. Les amateurs de littérature d'avant-garde, d'une part, seront

combles par la virtuosité de ce jeune auteur, disciple de Jean-Jacques Rousseau, qui, selon l'avis de la critique, ouvre à la littérature des voies nouvelles. Ils trouveront également dans René une peinture réaliste d'une nouvelle maladie qui mine la jeunesse française actuelle: "le mal du siècle".

Mais Atala ne laissera personne indifférent. L'action se passe en terre américaine et on y retrouve nos Indiens, nos missionnaires et notre forêt vierge complètement transformés et poétisés par l'imagination de l'auteur. Quant aux lecteurs plus attentifs, ils découvriront avec surprise que le modèle du Père Aubry, un des héros du roman, n'est nul autre qu'un missionnaire français bien connu au Canada: le père Isaac Jogues, mort martyr chez les Iroquois aux débuts de la colonie.

LE CONSEIL LÉGISLATIF PEUT-IL AMENDER LES PROJETS DE LA LOI SUR LE REVENU?

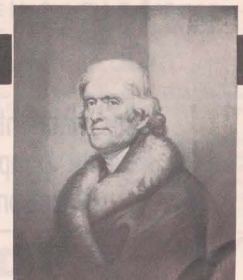
Québec, 25 mars 1805 (D. N. C.) — La session qui se termine aujourd'hui n'a pas éclairci le problème délicat qui s'est posé à la session de l'an dernier. L'Assemblée avait alors passé un "bill" qui désignait des commissaires pour traiter de la répartition des droits de douanes avec ceux du Haut-Canada. Or, le Conseil législatif demanda le projet de loi de manière à confier les nominations à l'administrateur civil. L'Assemblée se gendarma contre ce qu'elle considérait comme une atteinte à ses prérogatives en matière de projets de loi sur le revenu et à l'usage établi depuis une dizaine d'années. Le Conseil céda, mais non sans avoir contesté le bien-fondé des arguments de l'autre Chambre: selon lui, "la Couronne avait un droit exclusif... de nommer ceux qui doivent exercer les charges de confiance ou celles qui rapportent des honneurs ou des profits... une des pierres angulaires de la constitution"; d'ailleurs, les provinces coexistaient tout à fait indépendantes l'une de l'autre, et "dans toutes négociations avec les pouvoirs étrangers, le roi est le représentant de la nation... (il) a seul le droit de choisir les personnes auxquelles doit être confiée une charge aussi importante..." Comme les membres de l'Assemblée ne semblent pas avoir modifié leur point de vue, on peut prévoir, tôt ou tard, une nouvelle confrontation entre elle et le Conseil législatif au sujet des revenus et des subsides.

JEFFERSON

PRÉSIDENT POUR UN SECOND TERME

New York (DNC) — Le quatre mars dernier, Thomas Jefferson commençait son second mandat comme président des États-Unis d'Amérique. Cet homme, âgé de 62 ans, n'est pas sans connaître une certaine opposition à sa politique. Il ne croit pas à un gouvernement trop centralisé. "Notre pays est trop grand, affirme-t-il, pour que toutes ses affaires puissent être discutées par un gouvernement central. À pareille distance, les fonctionnaires et représentants ne peuvent consacrer toute leur attention aux petits détails quotidiens de la vie publique; d'autre part, les électeurs qui les ont choisis n'exercent plus aucun contrôle, cela encourage la corruption, la prodigalité et le gaspillage".

Depuis le début du présent siècle, le pays a accru considérablement son territoire. L'achat de la Louisiane marque un point important. La récente création du territoire du Michigan augmente encore la tâche du président. Il devient important de savoir si le président, au cours de son second terme, favorisera plus le monde agricole que le monde ouvrier. Quelles déclarations nous incitent à croire que



THOMAS JEFFERSON

les agriculteurs auront la préférence de Jefferson. Il a déjà affirmé: "Les travailleurs de la terre sont le peuple élu de Dieu, si jamais Dieu eut un peuple élu".

Le président ne se gêne pas aussi pour affirmer que la Cour Suprême possède trop de pouvoir et que la Constitution devrait être changée sur cette question.

Sur le plan de la politique extérieure, tout laisse présager un léger penchant en faveur de la France. Mais, les récents engagements forceront peut-être la direction américaine à reviser ses positions.



Girodet

les funérailles d'Atala

Monsieur de Chateaubriand mérite notre reconnaissance il nous a ouvert les yeux en nous prouvant que la nature et l'histoire d'Amérique regorgeaient de poésie et de magnificences, et qu'elles peuvent susciter un intérêt marqué en Europe: on a remarqué notamment la magnifique description du Mississippi qui introduit le lecteur dans Atala.

Quand de jeunes auteurs de chez-nous se décident à exploiter à leur tour notre patrimoine national?

Il y a quatorze ans, soit en avril 1791, François-René de Chateaubriand est venu aux États-Unis prendre contact avec la "nature vierge". "Atala, écrit dix ans plus tard, est donc le résultat de ce voyage en Amérique".



CHATEAUBRIAND

Girodet

7 mutins fusillés

Le 2 mars 1804, toute la garnison militaire de Québec a assisté à l'exécution de sept mutins. Ces sous-officiers et soldats des 41ème et 49ème régiments avaient comploté contre leurs officiers au fort George, dans le Haut-Canada. Leur brigue éventée, on les arrêta et les expédia à Québec pour jugement. Neuf autres soldats, moins compromis dans le projet de mutinerie, ont été bannis à vie comme félons. Le colonel Brock, qui ne badine pas avec la discipline, espère que l'exemple portera des fruits.

PÉTITION

N.D.L.R.—Voici de larges extraits d'une requête signée par douze pétitionnaires (voir en page 1).

Les Habitants du Canada à Sa Majesté l'Empereur des Français Napoléon Premier

Sire,

... ce sont les intentions bien prononcées du peuple canadien de retourner sous l'Empire de la France et porter de nouveau le nom glorieux de Français...

Nous arions projeté, Sire, de secouer le joug des Anglais; Nous attendions des fusils pour nous armer, et frapper un coup sûr. Mais notre espoir a été trompé. La surveillance des Milords, des Lords et des salariés de tout genre échouèrent contre notre réunion et nos efforts, sous un bon général français, pénétré de ses devoirs et guidé par l'homme.

Nous assurons Votre Majesté que nous sommes disposés à subvenir aux frais que cette entreprise exigera.

Les sentiments que nous manifestons aujourd'hui à Votre Majesté sont nourris depuis longtemps dans nos cœurs. Vous en avez la preuve, Sire, dans la lettre... écrite il y a cinq ans, à nous-mêmes par le Consul de New-York.

Ce sont ses observations, ses conseils, qui nous ont portés à attendre jusqu'aujourd'hui l'espoir qu'il avait fait connaître au Consul général notre demande pour la transmettre en Europe au gouvernement français...

Sire, nous attendons de votre sollicitude paternelle que la paix ne se fera pas, sans que nous ayons repris le nom de Français-Canadiens. Nous sommes prêts à tout entreprendre à la première vue des Français que nous regardons toujours comme nos frères.

Agrez Sire, les Vœux ardents que nous adressons au ciel pour le long règne de Votre Majesté. Recevez l'assurance de l'admiration que nous cause votre gloire et daignez accueillir l'hommage du dévouement sincère et du profond respect du peuple canadien.

(Signatures)
A St-Constant le 1er mars 1805".

SELON MILNES

Un moyen d'améliorer les relations Eglise-Etat

L'évêque catholique actuel est animé des meilleurs sentiments à l'égard du gouvernement. Il lui est alloué par Sa Majesté deux cents livres sterling par année comme surintendant de l'Eglise romaine et il reçoit, en outre, du gouvernement une rente de £150 par année pour l'usage du palais épiscopal de Québec où sont installés des bureaux publics. Il m'a demandé dernièrement d'augmenter cette rente et m'a fait remarquer en même temps que ses revenus n'étaient pas du tout conformes à sa situation, qu'il ne pouvait répondre aux demandes qui lui étaient adressées, ce que j'ai raison de croire absolument exact. C'est une occasion d'attacher plus étroitement l'évêque canadien au gouvernement, s'il plaît à Sa Majesté d'augmenter son traitement de manière à améliorer sa situation, et d'exiger en même temps de sa part une attention particulière à l'égard de cette partie des instructions de Sa Majesté au gouverneur dont j'ai déjà fait mention.

En outre je crois que ce serait un moyen d'accroître beaucoup l'estime que les prêtres devraient avoir eux-mêmes et qu'ils devraient s'efforcer d'inspirer à leurs paroissiens envers le gouvernement exécutif, et de s'assurer en même temps de la coopération de l'évêque canadien. Mais, pour obtenir ce résultat, il importe beaucoup de choisir le moment propice et si l'évêque se montre peu disposé à faire le sacrifice que l'on exigera de lui, il vaudrait peut-être mieux attendre jusqu'à ce que la tranquillité soit rétablie.

Les prêtres reçoivent le vingt-sixième minot de tout le grain, ce qui peut être l'équivalent de vingt-cinq à vingt-six mille livres sterling par année. Cela seul suffit pour rendre leur influence très considérable, d'autant plus que les corps religieux possèdent environ un tiers de tous les droits seigneuriaux concédés avant la conquête, (excepté ceux des Jésuites récemment dévolus à la couronne).

ENFIN! DE NOUVELLES PRISONS!

mais assisterons-nous à une guerre des races

L'administration de la justice s'améliore peu à peu dans la province. L'an dernier, on a inauguré le nouveau palais de justice de Québec. Bientôt, de nouvelles prisons remplaceront les bêtises délabrées et insalubres qui servent à la détention des prisonniers de Québec et de Montréal. En effet la législature vient d'affecter une somme maximum de £18,000 pour la construction de deux prisons communes, une dans chacun de ces centres. Ces fonds proviendront d'une hausse des droits sur les importations de thé, de spiritueux, de vins et de mélasse ainsi que sur les marchandises vendues à l'écan.

Malheureusement, l'adoption de la loi a occasionné de nombreuses frictions à l'Assemblée: choisis entre l'élément agricole et le commerce, entre deux intérêts et deux conceptions de taxation; heurt également entre la majorité canadienne-française et la minorité britannique. Au cours des débats, MM. Richardson, McGill et d'autres Britanniques ont affirmé que multiplier les droits sur les importations et assécher les dépenses publiques sur le commerce, c'est paralyser l'essor de ce commerce et par là le développement du pays entier. Les députés canadiens ont rétorqué que taxer les terres, c'est entraver les progrès de l'agriculture, premier fondement de la prospérité générale dans un pays nouveau. Ils ont ensuite mentionné la Compagnie du Nord-Ouest comme l'une des sources possibles de revenus publics supplémentaires. Ce à quoi les Britanniques ont répliqué que le commerce des fourrures contribue au développement de la colonie vingt-cinq fois plus que l'agriculture. Finalement, la majorité l'a emporté par 28 voix contre 8.

Pour: MM. Fortin, Carron, Alexandre Roy, Dumont, Turgeon, Archambault, Raymond, Bourdages, Mondelet, DeSalaberry, Perreault, Ross, Cuthbert, Rochelave, Legendre, Grant, Plante, Cartier, Bernier, Vigé, Caldwell, Taschereau, Berthelot, James Cuthbert, Roy Portelance et Bédard.

Contre: MM. Pyke, Young, Monro, Porteous, Chabouilles, Sir Alex MacKensie, Richardson et Mure.

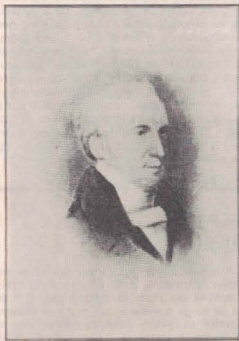
Les marchands de Québec et de Montréal ont alors assiégré le Conseil législatif de pétitions. Ils y condamnaient la loi comme une mesure inconstitutionnelle, un handicap à l'expansion du commerce colonial et impérial, un encouragement à la contrebande. A leurs yeux, les propriétaires terriens peuvent payer: à preuve nombre d'églises qui jalonnent la province. Le Conseil législatif a cependant ratifié le projet de loi. Le lieutenant-gouverneur lui a conféré la sanction royale. D'ailleurs, il paraît que le procureur général n'y a rien trouvé d'illégal et qu'il en a recommandé la passation, vu le besoin pressant de nouvelles prisons.

Ce conflit grave n'est pas le premier à éclater à l'Assemblée, depuis quelques années. Evoquons brièvement ceux à propos des biens

des Jésuites et des amendements à la judicature (1801), de la rémunération des membres de l'Assemblée et du cas Bouc (1802), des townships et de la loi de milice (1803), etc. Au cours de la récente session, Henry Caldwell a proposé la commutation volontaire des tenures, ce qui lui a attiré les foudres des députés canadiens-français. A un moment, le député Young s'est emporté jusqu'à prétendre cette province un siècle en retard sur le Nouveau-Hampshire. D'autres offensives fondirent sur les lois françaises à propos du "retrait lignager". Le refus du lieutenant-gouverneur de hausser le salaire du traducteur de l'Assemblée et d'autoriser l'impression d'un Index à la Lex Parliamentaria, a fort mécontenté la majorité canadienne.

Un autre facteur a contribué à accentuer les divisions raciales. En effets, les marchands britanniques ont fondé The Quebec Mercury, en janvier dernier. Dès ses premiers numéros et avant la mauvaise tournure des débats sur la loi des prisons, ce journal a canardé la nationalité, les coutumes, les lois et la religion de la majorité, perpétrant sur sa prétendue ignorance, paresse, etc. Le Mercury a commenté partiellement les débats. Après la session, il s'est gaussé de la loi des prisons — suggérant de taxer les chiens, etc. — et a stigmatisé nos législateurs qui auraient oublié "le progrès de la province, depuis un état féodal insignifiant à celui d'un état commercial important".

En mars dernier, après la prorogation, les marchands britanniques ont tenu un grand banquet à Montréal. Ils ont alors exhalé leur rancœur dans des santé ou "toasts" qui non seulement félicitaient leurs représentants, mais censuraient la majorité à l'Assemblée, l'invitant à suivre le "principe anglais de taxation" et à se dépouiller de ses préjugés locaux. Les chefs du parti canadien n'ont guère pris ces traits. Au surplus, les marchands ont fait intervenir leurs correspondants à Londres. Dans une pétition remise au roi en novembre, ceux-ci ré-pétent les arguments déjà invoqués par les négociants du Canada contre la loi, insistent sur ses répercussions commerciales dans l'Empire et réclament son désaveu. D'autres prédisent la reprise de la lutte, dès l'ouverture de la prochaine session provinciale.



PHILÉMON ET ABIGAIL WYMAN WRIGHT



A. P. C.

Un nouvel établissement est né, il y a six ans, sur les bords de la rivière Outaouais, près du Portage de la Chaudière. M. Wright, qui s'attend de recevoir du gouvernement une concession de plus de 13,000 acres de terre, est le chef du canton. Neuf partenaires se partagent le territoire avec lui.

LES PROVINCES ATLANTIQUES

LE JUGE THORPE QUITTE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

Le juge Robert Thorpe, qui était depuis 1802 le juge en chef de l'Île du Prince-Édouard, vient de quitter ce poste pour siéger désormais à la Cour du Banc du Roi, à York, capitale du Haut-Canada.

Nommé en 1802, le juge Thorpe n'arrive dans l'Île du Prince-Édouard qu'au printemps 1803. Il semble n'avoir jamais aimé son séjour dans l'Île. On affirme couramment, là-bas, que le juge a lui-même demandé à changer de poste. A York, où il est arrivé au mois de septembre, il occupe le poste du juge puni de la cour du Banc du Roi.

IL N'AIMAIT PAS L'ÎLE

Le juge Robert Thorpe, qui vient d'être transféré de l'Île du Prince-Édouard à la Province du Haut-Canada, n'aimait guère les gens de l'Île, qu'il, d'ailleurs, le lui rendait bien.

Les gens de l'Île semblent bien satisfaits de la voir enfin partir. Quant au juge, il a demandé lui-même son transfert à un poste du Haut-Canada. C'est dire que les insulaires ne lui plaisaient guère. Nous avons pu obtenir, sur ce chapitre, un document explosif. L'un de nos correspondants londoniens, grâce à l'insidier d'un fonctionnaire de la secrétairerie d'Etat, a pu nous transmettre ce document. Il s'agit d'une lettre adressée à Monsieur Cooke, le sous-secrétaire, par le juge Thorpe et datée à York, le 10 octobre 1805. Nous en donnons l'extrait suivant:

"Je ne pourrai jamais vous remercier assez de m'avoir fait sortir de l'Île du Prince-Édouard, où vit la plus vilaine population du monde. Je crains que vous n'ayez plus de peine que l'Île ne pourra récompenser, j'ai voulu rédiger un bill pour établir la limite des townships, mais il était impossible de concilier les différents intérêts. Le fait est que ce sont de tels piteux individus, que dans ce qui serait sujet de satisfaction pour d'autres, ils ne voient, eux, que calamités. Aussi, bien décidé de ne plus rien faire là, je vous ai bûni de m'en avoir retiré".

Le juge Thorpe n'aimait décidément pas les gens de l'Île du Prince-Édouard. Que diront nos lecteurs de cette province à la lecture du document?

Pour sauver la vie des naufragés

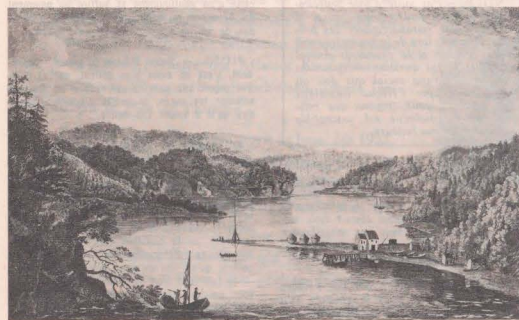
Wentworth veut un établissement à l'Île de Sable

Depuis déjà plusieurs années, le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, Sir John Bart Wentworth, désire installer un établissement à l'Île de Sable. On sait que cette île située non loin des côtes de la Nouvelle-Ecosse est l'occasion d'un nombre incalculable de naufrages.

Dans un mémoire qu'il a lui-même préparé sur le sujet, le gouverneur Wentworth écrit: "Cette île par la position qu'elle occupe, avec ses battures cachées s'étendant à des distances qui peuvent surprendre les vaisseaux durant la nuit, ou pendant les brouillards en

plein jour, avant que l'on puisse apercevoir l'Île du haut du mât, devra être fatale pour un grand nombre de vaisseaux allant de l'Europe à l'Amérique du Nord et des Antilles aux Colonies Britanniques".

L'expérience a déjà d'ailleurs largement démontré que le gouverneur Wentworth avait raison. On ne compte plus le nombre de vaisseaux qui, à l'occasion d'une tempête, d'un grand vent ou du brouillard se sont égarés sur l'Île de Sable.



BAIE DE GASPÉ

grav. de H. Smyth (A. P. C.)

Même si la Baie de Gaspé fut une des premières à recevoir des Français, ce ne fut pas pour elle le signe d'une abondante colonisation. Encore, aujourd'hui, cette région n'est pas des mieux organisées. La population de Bonaventure dépasse à peine les 250 habitants. Sur le plan religieux, M. de la Vierge, établi à Bonaventure, s'occupe aussi des missions de Paspébiac et de Port-Daniel. L'abbé Le François, établi à Percé, s'occupe de la côte.

LE GOUVERNEUR DE NOUVELLE-ÉCOSSE DANS UNE SITUATION DÉLICATE

Sir John Bart Wentworth, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, se trouve actuellement dans une situation particulièrement délicate. On l'accuse en effet assez ouvertement de favoritisme et même de népotisme.

Wentworth lui-même est fort populaire, chose assez rare pour un gouverneur. Mais on l'accuse un peu partout de nommer trop de membres de sa famille aux différents postes du Conseil Exécutif. Cette attitude soulève la colère de la Chambre d'Assemblée.

Déjà la Chambre et le lieutenant-gouverneur en sont venus au point à ce propos. La plupart des gens, à Halifax, disent qu'il est bien dommage de voir un gouverneur aussi populaire briser sa réputation pour assurer le bien-être de sa famille.

FONDATION D'UNE CHAMBRE DE COMMERCE À HALIFAX

Un groupe de marchands de la ville d'Halifax viennent de fonder une association sous le nom de *Committee of Trade of Halifax*.

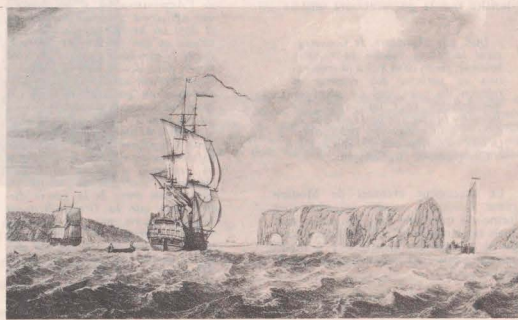
La fondation de cette chambre de commerce remonte en fait à l'année dernière. Mais la chambre ne s'est mise vraiment à l'œuvre que cette année. Ce groupement d'hommes d'affaires a pour but surtout de favoriser le commerce extérieur de la colonie. On désire en particulier attirer l'attention de Londres sur l'aide dont les marchands néo-écossais ont besoin pour supplanter les Américains dans le Commerce avec les Antilles.

Les marchands d'Halifax iraient même jusqu'à nommer un représentant permanent en Angleterre. Ce représentant ferait le lien avec le Gouvernement britannique et défendrait les intérêts du commerce nord-américain à Londres.

On dit même, dans les cercles commerciaux d'Halifax, que le *Committee of Trade* de l'endroit caresse l'intention de susciter de semblables comités dans les autres provinces du pays. On en arriverait ainsi à réunir tous les marchands et à constituer une chambre de commerce fédérée qui aurait auprès de la métropole une puissance difficile à combattre.

On sait déjà que deux projets de ce genre ont germé à Québec sans que cependant aucun d'eux ne parvienne à une pleine réalisation. Carleton, en 1777, avait conçu un plan pour la création d'une chambre de commerce. Si étudié et si précis que fut ce plan, le gouvernement impérial le refusa. Une seconde tentative, qui fut faite en 1797, n'obtint aucun succès non plus. Le but de ces deux projets était justement de faire concurrence au commerce américain.

Le gouverneur travaille à ce projet depuis déjà cinq ou six ans. Il a même reçu, à ce propos, l'appui officiel de la Chambre d'Assemblée de la Nouvelle-Ecosse, le 4 juin 1801. Mais si le projet semble intéresser vivement les gens de la Nouvelle-Ecosse et les marchands en général, Londres ne s'est pas encore prononcé à ce propos.



LE ROCHER DE PERCÉ

grav. de H. Smyth (A. P. C.)

Il dresse toujours sa double ouverture, comme un défi au temps et à la mer. Percé a été jusqu'à sa mort, survenue au début de l'année, la demeure du lieutenant-gouverneur de Gaspé, le co-lonel Francis LeMaistre. Peu important sur le plan démographique, le gouvernement de Gaspé l'est sur le plan stratégique.



MGR J.-O. PLESSIS

Un coadjuteur énergique

Québec — Au cours des tractations délicates des dernières années entre les autorités civiles du pays et les chefs de l'Eglise catholique, Mgr Jean-Octave Plessis a joué un rôle de premier plan.

Né à Montréal le 3 mars 1763 Mgr Plessis est fils d'un forgeron. Il appartient à une famille de 17 enfants. A 17 ans, il avait terminé ses études de philosophie et il reçut la tonsure au mois d'août 1780. Il a été admirablement préparé à son rôle de chef religieux et d'administrateur, puisque, dès l'âge de 20 ans, Mgr Brind le nommait secrétaire du diocèse. Ordonné prêtre trois ans plus tard, en 1786, l'abbé Plessis continua de servir comme secrétaire. Il a la réputation d'être un travailleur acharné. Levé à 4 heures chaque matin, il se couche rarement avant minuit.

Lors des polémiques autour du projet de l'université mixte, il prit une part active au débat. On lui attribue la rédaction du mémoire présenté au gouvernement par Monseigneur Hubert.

Mgr Plessis a aussi une bonne expérience du ministère paroissial puisque, en 1792, il se vit confier la plus importante paroisse du diocèse, celle de la Cathédrale. Il n'avait alors que six années de prêtrise. On lui doit la fondation de deux écoles dans les faubourgs populaires de Saint-Jean et de Saint-Roch.

SELON LE COADJUTEUR

La conquête est un bienfait de la Providence

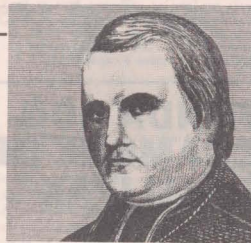
QUEBEC. — Dans un discours qu'il prononça dans l'église cathédrale de Québec, le 10 janvier 1799, Monseigneur J.-O. Plessis a tracé un tableau de notre situation actuelle et l'a comparé à celui de la situation des pays dépendants de la France ou à la situation de la France elle-même. Ce discours fut prononcé à l'occasion d'une messe d'action de grâce pour remercier Dieu d'avoir donné la victoire aux forces anglaises lors de la rencontre entre les flottes française et anglaise à Aboukir.

Selon le prédicateur, nous devons remercier la Providence de nous avoir placé sous un gouvernement aussi débonnaire que le gouvernement anglais.

Quel est, Messieurs, le Gouvernement le mieux calculé pour notre bonheur, sinon celui qui a la modération en partage, qui respecte la religion du pays, qui est plein de ménagements pour les sujets, qui donne au peuple une part raisonnable dans l'administration provinciale. Or tel s'est toujours montré en Canada le Gouvernement Britannique.

Le successeur éventuel de Monseigneur Denaut a ensuite énuméré sous forme de questions tous les maux auxquels nous aurions peut-être pu échapper, si le sort des armes, il y a moins de cinquante ans, n'avait pas tourné contre nous.

Entendez-vous parler, depuis près de quarante ans de conquête, de ces tailles, de ces impôts, de ces capitations multipliées, sous lesquelles gémissent tant de nations; de ces réquisitions arbitraires des sommes immenses, qu'un vainqueur injuste



"...opinions incompatibles" A. P. C.

Lorsqu'il fut question de lui comme coadjuteur, le duc de Kent mit le gouverneur Prescott en garde: "Je l'ai connu pendant qu'il était secrétaire de l'évêque Hubert, et l'on sait parfaitement qu'il gouvernait entièrement l'évêque et le séminaire, et les portait à adopter des opinions incompatibles avec nos idées sur la supériorité du roi dans les affaires ecclésiastiques."

Malgré l'opposition du fils de George III, Monseigneur Plessis fut promu au poste de coadjuteur par des bulles signées en mars 1800 par le pape Pie VII.

Depuis cinq ans, Monseigneur Plessis a montré que la confiance mise en lui par Mgr Hubert était parfaitement fondée. Le prélat n'est âgé que de 42 ans; son excellente santé et son exceptionnelle capacité de travail laissent prévoir une longue et fructueuse administration.



MORT DU PÈRE J.-J. CAZOT ET SAISIE DES BIENS DES JÉSUITES

Le 16 mars 1800 est décédé, à l'Hôtel-Dieu, où il s'était retiré depuis quelques années, le P. Jean-Joseph Cazot, dernier survivant de l'Ordre des Jésuites au Canada. Comme on le sait déjà, cet ordre religieux chassé de France et d'Espagne en 1763, puis supprimé par le pape dans l'univers, aurait été maintenu au Canada par suite d'une entente entre l'évêque de Québec et le gouverneur qui s'étaient mis d'accord pour ne pas promulguer le bref de suppression.

MGR. DENAUT A SIGNÉ

Malgré ses répugnances, l'évêque de Québec a fini par signer, le 18 juillet dernier, la requête suggérée par le gouverneur Milnes. Son coadjuteur, Mgr Plessis, l'y avait engagé, estimant que les risques à courir étaient moins graves que les inconvénients de la situation actuelle. Dans cette supplique, le signataire demande que "votre Supplément et ses successeurs soient civilement reconnus comme Evêques de l'Eglise catholique romaine de Québec, et jouissent de tels privilèges, droits et émoluments temporels que votre Majesté voudra gracieusement attacher à cette dignité."

Afin de ne pas indisposer le Roi, chef suprême de l'Eglise anglicane, on avait fait pression pour que l'évêque n'apposât que son nom, sans indication de titre. Il s'y refusa et signa: Pierre Denaut, Evêque de l'Eglise catholique romaine, en Canada.

PETIT DIALOGUE SUR

La situation de l'évêque au Canada

N.D.L.R. — Par suite d'une beureuse indisposition, nous avons réussi à obtenir une retranscription des propos échangés lors de la rencontre entre Mgr Plessis et le procureur-général Sewell. Il fut question entre autres choses, du rang social que doit ou devrait occuper l'évêque catholique de Québec. Nous croyons que cette partie du dialogue est susceptible d'intéresser nos lecteurs.

LE PROCUREUR GENERAL. — Le gouvernement reconnaît votre religion et, puisqu'il place les fonctionnaires de celle-ci sur le pied de ceux de la couronne, il doit en prendre soin comme des autres. L'évêque devrait avoir suffisamment pour vivre dans une magnificence au service militaire, obligé de laisser dans l'indigence nos femmes et nos enfants, pour aller au loin attaquer ou repousser l'ennemi de l'Etat? Avez-vous contribué le moins du monde aux frais de la guerre dispendieuse que la Grande-Bretagne soutient depuis près de dix ans? L'Europe presque entière est livrée au fer, au feu, au carnage, les plus sacrés aïeux sont violés, les vierges déshonorées, les mères, les enfants égorgés en plusieurs endroits. Vous en apprenez-vous, et ne pouvez-vous pas dire qu'au plus fort de la guerre, vous jouissez de tous les avantages de la paix? A qui, après Dieu, êtes-vous redevables de ces faveurs, mes frères, sinon à la vigilance paternelle d'un empire, qui, dans la paix, comme dans la guerre, a, j'ose le dire, vos intérêts plus à cœur que les siens propres? en toute matière, je vois des marques de cette prédilection.

PLESSIS. — Je ne désire pas voir l'évêque dans la magnificence, mais je voudrais qu'il fût à l'abri du besoin. Je ne désire pas plus le voir faire partie des conseils législatif ou exécutif, mais comme ecclésiastique j'aimerais qu'il occupât le rang qui lui est dû dans la société.

LE PROCUREUR GENERAL. — Quand je me suis servi du mot magnificence, j'ai voulu indiquer un état de choses convenable au rang de l'évêque. Je prétends que son revenu devrait être

Toutefois, le 3 janvier 1775, les Instructions au gouverneur Carleton prescrivaient d'interdire tout recrutement aux communautés d'hommes, c'est-à-dire, aux Récollets et aux Jésuites. Ce que la suppression n'avait pas fait, l'extinction lente allait le produire. Devant cette difficulté, les supérieurs des Jésuites du Canada décidèrent alors de donner la formation théologique à trois de leurs frères coadjuteurs et de leur conférer le sacerdoce de façon à prolonger l'existence et l'oeuvre de la communauté. Le Père Cazot était de ce nombre avec les frères Noël et Maquet.

Un mois après la mort du P. Cazot, soit le 16 avril 1800, le shérif Sheppard prit possession au nom de la Couronne de tous les lieux immobiliers et fonciers des Jésuites, et après inventaire, il céda tous les vases sacrés, ornements d'église et biens mobiliers du collège à la cathédrale de Québec.

Il est généralement connu que cette communauté possédait au Canada d'immenses biens dont les revenus servaient au soutien de l'oeuvre apostolique et éducative des Jésuites. Or dès le lendemain de la conquête, le convoitise de Jeffrey Amherst lui fit réclamer la cession de tous les biens des Jésuites en récompense des services qu'il venait de rendre au cours de la guerre comme chef des armées anglaises. Cette requête, entreprise en 1770 et renouvelée en 1771 et 1786, conduisit à la formation d'une commission d'enquête sur la nature et l'étendue de ces biens. Le rapport des commissaires, déposé en 1789, après avoir examiné les titres de possession et les intentions des donateurs fut défavorable aux prétentions d'Amherst. Celui-ci répéta sa demande deux ans plus tard, mais il mourut le 3 août 1797. Héritier du défunt, un neveu présenta à son tour une requête à laquelle s'est rendu le Parlement du Royaume-Uni en lui accordant une rente viagère de 3000 livres.

celui d'un gentilhomme et suffire au paiement de dépenses raisonnables. De fait, il n'existe pas de véritable magnificence au Canada.

PLESSIS. — Nous sommes d'accord. Cependant, c'est un sujet bien délicat, car si l'évêque reçoit une pension et renonce au droit de nommer les curés, le public n'hésitera pas à dire qu'il a vendu son église.

LE PROCUREUR GENERAL. — Entreprendre d'arrêter la clameur publique, est une vaine tentative. S'il fallait suspendre les affaires d'Etat de peur de provoquer les insolences du peuple, le gouvernement ne poursuivrait guère la tâche qui lui incombe: les gouvernés n'approuveront que rarement. Dans le cas qui nous intéresse, si la question est considérée comme elle doit l'être, le public devra se rendre compte qu'au lieu de vous désister d'un droit, — de fait vous n'en avez pas de ce genre dont vous puissiez vous désister, — vous abandonnez l'ombre pour la réalité. Assurément, cette considération serait une réponse suffisante à toute déclamation vulgaire contre un évêque qui aurait accepté des conditions très avantageuses pour son église. Et ce dernier devrait la considérer satisfaisante.

PLESSIS. — J'ignore ce qu'il en pensera, c'est quelque chose qu'il lui appartient de juger.



QUEBEC. — Depuis son arrivée au pays, l'évêque anglican de Québec s'est fait le fidèle promoteur de la propagation de l'éducation pour le peuple. Il n'a pas craint les démarques des autorités civiles. Selon lui, une éducation gratuite financée par l'Etat est le seul moyen de tirer la masse de son ignorance et aussi d'empêcher un certain nombre de jeunes d'aller subir l'influence américaine.

C'est dans une lettre au lieutenant-gouverneur Milnes que l'évêque faisait connaître le plus clairement sa pensée.

Monseigneur Denaut et l'éducation

Les résistances épiscopales aux projets scolaires des autorités britanniques canadiennes ne signifient aucunement que l'Eglise se désintéresse de la formation de la jeunesse. Nos chefs spirituels veulent simplement empêcher qu'on déforme nos jeunes en les anglicisant et en les protestantisant.

Il y a deux ans, Monseigneur Denaut organisait à Nicolet une classe de latin établie dans l'école élémentaire fondée par M. Brassard. Il confia cette école à M. l'abbé Roupe, du Séminaire de Montréal. Cette année même, il a envoyé de nouveaux professeurs et a confié la direction de ce nouveau petit séminaire à M. Durocher. Les inscriptions s'élèvent déjà à cinquante.

Monseigneur Denaut s'intéresse aussi de très près à la construction du petit séminaire de Montréal. Il s'est mis en tête de procurer aux Sulpiciens autant de milliers de louis qu'il pourra. Il a déjà recueilli 1500 louis et compte leur donner bientôt une autre somme de 3000 louis.



LA CITADELLE - vue de Lévis

LES CANADIENS-FRANÇAIS vus par le lieut. -gouv. Milnes

Je crois réellement que les habitants canadiens sont laborieux, paisibles et bien intentionnés, mais par suite de leur manque d'éducation et de leur extrême simplicité, ils peuvent être induits en erreur par des hommes insidieux et trompeurs. Il faudra s'attendre aux pires conséquences si jamais ils se rendent compte entièrement de leur indépendance, car ils sont de fait les seuls propriétaires de presque toutes les terres cultivées du Bas-Canada.

VOUS AIMEZ VOTRE JOURNAL "BORÉAL EXPRESS" FAITES-LE CONNAÎTRE

MGR J. MOUNTAIN

Le Père de la réforme scolaire

Qu'il me soit permis, alors, de souligner les dangers qui peuvent résulter, pour les principes politiques et pour le caractère futur de nos jeunes gens des familles aisées, de leur être parents soient obligés de les diriger vers les Etats-Unis pour la poursuite de leur éducation classique.

Dans ces Séminaires, très assurément, ils ne s'imprégnent pas de cet attachement à notre constitution religieuse et civile, de cette vénération pour le gouvernement de leur pays et de cette loyauté à leur Roi envers qui il est si nécessaire, dans les temps présents, d'inculquer un grand attachement afin qu'ils en pénètrent profondément leur esprit et leur cœur.

Pour obvier à ce danger, il semble nécessaire d'établir dans cette Province de bonnes écoles de grammaire (Grammar Schools) et de les pourvoir de maîtres compétents venant d'Angleterre, grâce au salaire généreux qu'on leur offrirait.

Il n'est pas inutile de souligner ici, qu'il existe déjà à Québec une école convenable qui offre des facilités de s'instruire à ceux qui se destinent aux professions libérales ou au commerce et à l'industrie; un maître, bien qualifié pour la tâche qu'il a entreprise, y enseigne, outre les éléments, le latin, les mathématiques et la navigation. Je voudrais suggérer le maintien de cette école (qui n'a pas été convenablement appréciée) et une reconnaissance langible de la part du Gouvernement.

Mais ce n'est pas seulement de bonnes écoles de grammaire pour la formation de ces jeunes gens qui se destinent aux professions ou qui par la suite rempliront des postes de grande importance politique dans la Province, qui sont nécessaires; une plus humble, mais non moins importante section de la société semble requérir la bienveillante attention de Votre Excellence.

Il est de notoriété publique que les classes inférieures de cette Province sont, pour la plus grande partie, d'une ignorance déplorable, que la très petite portion d'instruction qu'elles reçoivent n'est presque entièrement confinée, parmi ceux qui ne vivent pas dans les villes, aux filles seulement; il est surtout de notoriété publique qu'elles n'ont fait jusqu'ici aucun progrès dans la connaissance de la langue du pays sous le gouvernement duquel ils ont le bonheur de vivre.

Cette ignorance complète de la langue anglaise, de la part des Canadiens, établit une démarcation entre eux et les sujets britanniques de Sa Majesté dans cette Province, distinction préjudiciable au bien-être et au bonheur des deux, démarcation qui continue de diviser en deux peuples ceux qui, par leur situation, leurs intérêts communs et leur égale participation aux mêmes lois et à la même forme de gouvernement devraient naturellement être unis.

Si les inconvénients qui résultent de cette absence de communauté de langage sont grands, il semblerait opportun de trouver un remède immédiat à ce défaut et ce remède consisterait à favoriser, par tous les moyens possibles, l'acquisition de la langue anglaise aux enfants des Canadiens.

Le plan que je voudrais vous soumettre à cet effet est simple et, je crois, pratique. Le but pourrait paraître modeste, mais les effets, j'en suis persuadé, seront hautement utiles et fort importants.

Le voiei en quelques mots: qu'un certain nombre de maîtres d'écoles anglaises, à être déterminés par la suite, soient employés et payés par le gouvernement; que l'un d'eux soit placé dans chacune des cités et villes et dans les villages les plus importants dans le but et avec l'obligation expresse d'enseigner l'anglais gratuits à un certain nombre de jeunes Canadiens, et aussi l'écriture et l'arithmétique, selon le besoin, pour une somme modique; que des commissaires ou syndics devraient être nommés pour administrer le fonds que le Gouvernement, dans sa générosité, trouvera convenable d'approprier à cette fin, pour déterminer le nombre des maîtres nécessaires, leurs salaires respectifs et le nombre des enfants qu'ils devront recevoir gratuits, pour fixer le taux de l'enseignement de l'écriture et de l'arithmétique; ces commissaires ou syndics devront aussi avoir le pouvoir de changer les maîtres incapables ou négligents et d'accorder des promotions dans des postes plus lucratifs à ceux qui posséderont plus de compétence et dont la conduite sera exemplaire.

Il y a quatre ans, l'Assemblée Législative du Bas-Canada a adopté un acte "pour l'établissement d'écoles gratuites et l'avancement des sciences dans cette Province". Cette loi, que plusieurs traitent maintenant d'anglicisante, n'a pas encore porté tous les fruits espérés. Actuellement, sept écoles seulement existent en vertu de cette loi, inspirée fortement des idées de l'évêque anglican.

Page féminine

LA NOURRITURE SE MET EN CONSERVE

Massy (DNC) — Sommes-nous en face d'une révolution dans le domaine de l'alimentation? Nous serions portés à le croire. Un ancien confiseur et limonadier, Charles-Nicolas Appert, travaille présentement à mettre au point un nouveau procédé de conservation des aliments. Actuellement, un certain nombre de vaisseaux français ont dans leurs soutes des légumes et aliments conservés dans des vases hermétiquement fermés. Les équipages peuvent se nourrir de légumes presque frais.

On se rappelle que le Directoire avait offert, lors de la campagne d'Italie, la somme de 12.000 francs à celui qui proposerait "la meilleure méthode de conservation des aliments destinés aux armées et à la marine".

Actuellement, Appert, fort de l'appui du gastronome Grimod de La Reynière, a établi son usine à Massy, dans le Seine-et-Oise. On y prépare du consommé. On met en conserve dans des bouteilles pois et haricots frais. Ferons-nous face bientôt à une nouvelle civilisation: celle des aliments en conserves?

femme à vendre

Par suite d'une querelle conjugale, un journaliste anglais a mis sa femme en vente. Le mari courroucé a conduit sa tendre moitié sur la place du marché, une corde au cou, et là, attaché au poteau, il l'a offerte au plus offrant. Un tambour de régiment s'est porté acquiescer. C'est du moins ce que rapporte la "Kentish Gazette" du mois de mars de cette année.

Même en hiver

ou sur la mer

mangez des légumes frais

mis en bouteilles à Massy

selon un procédé spécial.

Dépôt à Paris :

8, RUE BOUCHER

NICOLAS APPERT



On danse au Château Saint-Louis

La demeure des gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs a toujours été l'endroit de prédilection pour les fêtes et les danses. Chaque anniversaire royal est marqué par un grand bal auquel participent tous les personnages importants de la capitale. Milnes a demandé que l'on continue "l'état de représentation coutumier au château".

TROP FUMER CAUSERAIT LA CONSOMPTION

Selon le docteur Waterhouse, de New-York, l'habitude de fumer le cigare pourrait être la cause de maladies pulmonaires. Dans une récente conférence, il remarquait que, depuis trois ou quatre ans, le nombre de personnes atteintes de consommation avait augmenté considérablement. Il notait aussi que l'âge

des personnes atteintes oscillait souvent entre 20 et 30 ans.

Il établit un lien étroit entre la multiplication du nombre de cas de maladies et le fait que les malades étaient très souvent d'énragés fumeurs de tabac.

Avis aux intéressés.

Qui ressuscitera les "douze Apôtres" ?

Montréal — La vogue semble être aux clubs sociaux. Malheureusement, leur mort suit de près leur naissance. Il y a le "Beaver Club", le "Beef-Steak Club", le "Club des Barons", le "Club des Apôtres". La plupart de ces clubs n'ont d'autres buts que de justifier d'excellents repas. Mais, il peut arriver qu'un gouvernement soupçonneux y voit matière à complot. Ainsi le lieutenant-gouverneur Milnes n'a pas pris l'existence du Club des Apôtres.

En autant que nos informations sont bonnes, nous pouvons affirmer que ce dernier club n'a pas tenu de réunions depuis le début du siècle. Nous avons appris par l'apôtre Barthélemy, alias le juge Louis-Charles Foucher, que la première réunion du club s'était tenue au début de juin 1799 et la dernière, le 7 décembre de la même année.

Les membres, au nombre de douze nécessairement, puisqu'ils portent chacun le nom d'un apôtre, se recrutent soit à l'armée, soit chez les notaires ou les juges. Le capitaine Marcoux avait choisi le nom de Pierre; le notaire J. B. Deslisle, celui de Jean; l'officier L.-H. Hay, celui de Jacques le Major; l'enseigne R. Hay, celui de Jacques le mineur; le capitaine Piedmont, celui d'André; le notaire L. Chabolliez, celui de Mathieu; le notaire P. Lukin, celui de Jude; le lieutenant Duchouquet, celui de Simon; le capitaine Vassal, celui de Philippe; le lieutenant de Beaujeu, celui de Mathias; le capitaine J.-B. Durocher, celui de Thomas.

Voici les règlements qui régissaient le club et les conclave mensuels:

"Art. 1 — Le Club sera composé de douze membres seulement.

Art. 2 — Le Club se tiendra régulièrement chaque premier samedi du mois, au lieu qui sera indiqué par le Secrétaire, suivant l'ordre qu'il en recevra du Président et de l'Assemblée.

Art. 3 — L'Assemblée se tiendra, jusqu'à nouvel ordre, à la Maison de M. Powis, située au haut du Faubourg St-Antoine.

Art. 4 — Toutes résolutions concernant le Club s'écarteront par une majorité quelconque, et dans le cas d'égalité de voix le Président d'alors aura un Vote de Plus.

Art. 5 — Aucun Membre n'aura droit d'inviter qui ce soit, attendu que le nombre de Douze est invariable.

LITTÉRATURE & SPECTACLES

FAUTE DE SPECTATEURS

UN THÉÂTRE DOIT FERMER SES PORTES

Nos poètes, des parias !

QUÉBEC — Une des meilleures salles de spectacles de notre ville, le théâtre Patagon, de la côte de la Canoterie, avec ses 220 places, ne présentera plus de pièces. C'est plus que probable. La seule année d'existence de cette salle avait pourtant permis à plusieurs Québécois d'admirer des pièces bien rendues. M. Thomas Cary, principal acteur, devra maintenant se contenter d'écrire dans son journal. Bien que le directeur théâtral soit M. Ormsby, on n'en a pas moins présenté quelques pièces en langue française, que ce soit "Les fourberies de Scapin" ou le "Médecin malgré lui" de Molière, ou même une pièce canadienne de Joseph Quesnel, "Le bailli dupé ou Colas et Colnette". Ce dernier spectacle a même été joué par deux fois.

Il est inutile d'attendre maintenant: les portes n'ouvriront plus à six heures et trente minutes précises.

CONSEILS AUX JEUNES ACTEURS

par Joseph QUESNEL

L'art de représenter n'est point un jeu folâtre, Il faut du jugement pour briller au théâtre; Et tel qui quelquefois se croit un bon acteur, Ne fait qu'à ses dépens rire le spectateur... Le langage affecté ne peut plaire à personne. Mais rien n'est plus choquant qu'un acteur qui gasconne, Et qui, croyant briller, fait ridiculement Sonner chaque syllabe avec un ton pédaillé; C'est d'un acteur sans goût le défaut ordinaire. Ne donnez pas pourtant dans un excès contraire, Et gardez-vous encore, pour avoir plus tôt fait, De réciter un rôle ainsi qu'un chapelet; Les sifflets furent faits pour l'acteur monotone.

UN JOURNAL AGRESSIF: LE "QUÉBEC MERCURY"

QUÉBEC — Depuis le 5 janvier dernier, l'élément anglais possède un journal bien à lui, un journal qui veut défendre la suprématie commerciale et économique de la population de langue anglaise.

Le propriétaire de la publication, M. Thomas Cary, profite de toutes les occasions pour donner de petits coups de griffes aux Canadiens-Français. Il craint que ces derniers finissent par occuper des sphères d'activité qu'il croit réservées aux Anglais.

Au début, le journal de huit pages était publié chaque samedi, mais depuis le 7 octobre dernier, M. Cary publie le lundi.

Nous encourageons nos lecteurs à s'abonner au Québec Mercury. Prix: une guinée par année. Adresse: 21, côte LaMontagne, Québec.

Il est à souhaiter que les attaques du "Mercury" incitent un groupe de Canadiens à fonder eux aussi un journal de langue française pour défendre les intérêts de leur groupe ethnique.

HAYDN dirigerait... son service funèbre

Londres — Malgré son âge avancé, "papa" Haydn manifeste encore une grande vitalité. Il s'est bien amusé au début de l'année lorsque, pour la seconde fois, la nouvelle de sa mort a parcouru l'Europe. On se souvient qu'à Paris Chérubini avait composé en vitesse une cantate funèbre; les Concerts de la Loge olympique (Galerie Henri III) avaient pour leur part annoncé, en date du six février, un grand concert "in memoriam" qui dut être décommandé la veille. Haydn écrivait à ce sujet à un de ses amis: "Les braves gens... Quelle fête pour moi si j'avais pu faire le voyage et diriger en personne la messe!"

Sa vitalité étonnante n'a pas fini de nous surprendre: après La Création, qui connut un immense succès à l'Opéra de Paris en 1799, après Les Saisons, qui l'ont forcé à une épuisante tournée en Allemagne, Haydn nous promet un cadeau pour le début de l'an prochain: la publication d'un quatuor en préparation depuis 2 ans.

Le dernier? Peut-être!

* C'est en se rendant à la première de cet opéra de Haydn que Napoléon, rue Nicaille, faillit être assassiné.

Théâtre

Du Marché à foin
■ QUÉBEC

PROCHAIN SPECTACLE:
le 9 janvier 1806

"John Bull"

comédie
par G. Coleman jr.

AU MÊME PROGRAMME:

"THE PURSE OF
THE BENEVOLENT"
drame musical

Représentation à 6 hres P.M.
SE PROCURER LES BILLETS
À L'AVANCE

Une exquise
sensibilité
chez
un topographe



Th. Davies - 1782

(Québec) — Depuis une quarantaine d'années, des officiers anglais parcourent le pays pour faire des relevés topographiques. Notre journal a déjà présenté des dessins ou peintures de ces artistes-topographes: Richard Short, James Peachey, George Heriot, par exemple, qui ont couvert le Bas-Canada. Mais c'est le lieutenant-général Thomas Davies qui semble apporter le plus de sensibilité dans ces œuvres documentaires. Ainsi, dans cette "Vue de la rivière La Puce, près de Québec", la précision de détail devient chez lui un charme du style. Il sait suggérer le fraîcheur atmosphérique d'un vibrant paysage par un sens exquis du dessin et de la couleur.



La renommée de l'orfèvrerie canadienne n'est plus à faire

ACHETEZ UN **Laurent Amyot**
Québec



COLLE ET BRICOLE

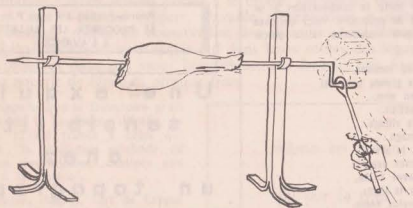
POUR VOS RÔTIS

TOURNE-BROCHES

Pour réussir des rôtis succulents et cuits à point il est fort important que votre broche tourne régulièrement la pièce de viande au-dessus du feu. Nous vous présentons aujourd'hui trois façons d'organiser de façon régulière l'action de la broche.

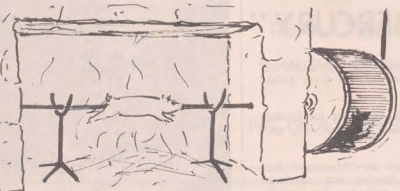
FAÇON TRADITIONNELLE :

La manière la plus courante et la plus utilisée pour tourner la broche est celle de l'action musculaire prolongée par une sorte de bœlle. Il s'agit d'un long bâton qu'on tient dans la main et dont l'autre bout, percé d'un trou, est accroché à la manivelle de la broche. Assis bien confortablement il ne reste qu'à actionner régulièrement le mécanisme.



LE CHIEN DANS LA CAGE :

Une façon qui a cours dans les grandes cuisines des manoirs seigneuriaux est l'utilisation du chien en cage. Il s'agit tout simplement de souder la broche elle-même à un prolongement qu'on attache à une cage ronde comme celle dans laquelle on fait courir les écureuils. Cette cage doit être suffisamment grande pour y installer un chien. N'importe quel chien, avec un peu d'exercice, apprendra rapidement à courir dans la cage pour obtenir sa pitance. La course du chien actionne régulièrement la broche et vous avez un bon rôti. (cf. Boréal Express — p. 213)

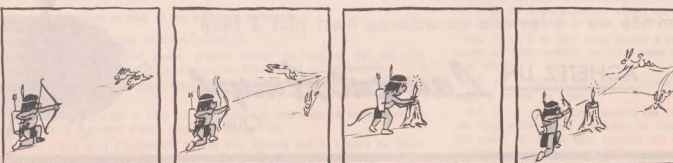


LE MÉCANISME D'HORLOGERIE :

Les vrais bricoleurs s'amuseront sûrement à installer ce dernier mécanisme. Il s'agit tout simplement d'un gros mécanisme d'horlogerie qu'on installe au grenier. Un poids de vingt-cinq à trente livres et une longue corde actionneront le mécanisme comme le font les poids de nos horloges. Avec un peu d'imagination et d'habileté, un bon bricoleur arrivera même à faire fonctionner deux ou trois broches à la fois grâce à ce mécanisme et le tout d'une façon fort régulière. Cette invention est certainement la plus pratique, la moins fatigante et la plus efficace. Mais, malheureusement, il faut une certaine habileté pour arriver à la mettre en marche et à la faire fonctionner.

Rôtisseurs à vos horloges !

PEE
WEE
 $a=2b-a$
 $\frac{a}{c}=2ab$



Lithogr. Coke Smith - A.P.C.

MONTREAL PERD SES FORTIFICATIONS

En 1801, on a mis de l'avant un projet risant à débarrasser notre ville de ses vieilles fortifications et à lui donner un visage plus moderne. La rue Notre-Dame est de beaucoup la plus belle et la plus large. Quant à la rue Saint-Paul, sa longueur dépasse le mille. Comme nous le montre notre gravure, il est facile de passer d'une rive à l'autre.

UNE SCIENCE NOUVELLE : L'ÉGYPTOLOGIE

Les hiéroglyphes commencent à parler

Paris — L'expédition de Napoléon Bonaparte en Egypte n'aura pas eu que des conséquences militaires; elle nous permettra probablement de lever le voile sur le mystère qui entoure la plus ancienne civilisation du monde: celle de l'Egypte.

Les documents légués par les constructeurs des pyramides n'ont jamais été déchiffrés. Or, il semble qu'une pierre de basalte trouvée, en 1799 près de la ville de Rosette (à l'est d'Alexandrie), par des soldats français, va nous livrer la clé de cette écriture mystérieuse. En effet, pour la première fois, une traduction dans une langue déjà connue accompagne le texte égyptien: il s'agit du grec ancien.

Plusieurs grands savants européens se

sont attaqués en vain à la solution de l'énigme. Il y a trois ans, cependant, un suédois, Johan Akerblad a réussi à reconnaître les noms de Ptolémée et d'Alexandre.

N'en doutons pas: d'ici quelques années nous saurons si les descriptions de l'Égypte ancienne par Hérodote sont authentiques, peut-être déchiffrerons-nous aussi avec émotion le récit des dix plaies ou celui des amours de César et de Cléopâtre.

VOS AMIS NE CESSENT
DE VOUS EMPRUNTER
VOTRE **BORÉAL EXPRESS**

ABONNEZ-LES
ET VOUS CONSERVÉREZ
AINSI VOS SÉRIES
COMPLÈTES...

RÉSEAU D'INCENDIAIRES?

Québec. — Les nombreux incendies destructeurs, qui font rage depuis quelque temps, ont poussé le lieutenant-gouverneur Milnes à prendre des mesures énergiques. Dans une proclamation du 10 août 1803, il a offert la somme rondelette de £500, cours provincial, pour la capture des présumés incendiaires. Espérons que cette offre conduira à de prompts résultats.

SCIENCES TECHNIQUES ET

La Mauricie: capitale de la sidérurgie

Les forges de Batiscan concurrencent celles de Trois-Rivières

Note de la rédaction: Des rumeurs de plus en plus persistantes veulent que les principaux actionnaires de Batiscan Iron Works essaient d'acheter les forges de Saint-Maurice à Trois-Rivières. Afin de leur le faire bien informé, nous avons envoyé à Sainte-Genève de Batiscan un de nos rédacteurs en lui demandant de faire un reportage sur cette importante industrie.

LA LIMITATION DES NAISSANCES: salut de l'humanité?

Londres — La population double tous les 25 ans selon une progression géométrique, tandis que la nourriture nécessaire au cheptel humain n'augmente que selon une progression arithmétique. Il devient donc nécessaire de songer à procéder selon nos moyens si nous ne voulons pas accuser nos descendants à la famine — Tel est en substance l'avertissement apocalyptique que lançait, il y a deux ans, le pasteur anglican Thomas Robert Malthus dans l'édition définitive de son traité démographique. Essai sur le principe de population.

Le livre a suscité, depuis sa parution, des inquiétudes qui nous semblent par trop exagérées. Il est temps que quelqu'un prenne enfin la défense du précieux instinct de reproduction.

Considérons d'abord que la famine dont nous menace le jeune professeur d'économie politique au collège d'Hailybury n'est pas pour demain: la perspective de voir l'humanité de l'an 2,000 traîner son estomac ratiné dans ses misérables talons ne saurait nous effrayer outre mesure.

DU FEU D'ARTIFICE...

La fusée entre en guerre

C'est décidé. Les armées anglaises s'équipent de fusées.

Comment se fait-il que cet instrument des grands spectacles pyrotechniques qui charme le badaud se voit ainsi précipité dans la guerre? La réponse nous vient des Indes.

En 1789, le Prince de Mysore, à Haider, Ali, infligeait une série de défaites cuisantes aux armées anglaises. La supériorité subite des armées indiennes sur les orgueilleuses troupes britanniques était due à une arme nouvelle, fracassante: la fusée. Un corps d'environ deux mille hommes dirigea sur la cavalerie et l'infanterie anglaise une pluie ininterrompue de fusées, et quelles fusées! Pesant dix livres, portant de grosses douilles de fer, emmanchées d'une tige de bambou de dix pieds de long, le projectile était infernal. L'armée anglaise recula sous la délugue de feu.

Intriguée autant qu'humiliée, l'armée anglaise transmit la nouvelle à Londres où elle intéressa fortement William Congreve, fils du directeur du laboratoire royal de pyrotechnique.

Après plusieurs semaines de travail, Congreve mit au point une fusée incendiaire de dix pouces comportant une douille de fer et une tige de guidage d'environ dix pieds.

L'inventeur vient de faire une démonstration de son arme dans les marais entourant Woolwich en présence du prince régent et du premier ministre William Pitt.

Obtenant immédiatement l'appui ferme et enthousiaste des autorités, Congreve se mettait à l'œuvre. Il y a quelques mois et fabriquait les fusées à la centaine. Il était lui-même à bord des navires qui, il y a quelques semaines, attaquaient le camp de Boulogne établi sur la côte par Napoléon pour la conquête de l'Angleterre. Ce sont les fusées de Congreve qui mirent le feu à Boulogne.

Fière de ce succès, l'armée anglaise vient de créer son premier corps d'artilleurs et Congreve travaille sans relâche à fabriquer ces fusées militaires.

Allons, monsieur Malthus, laissez-nous créer en paix. Les générations à venir ne manqueront pas de solutions à ce problème: primo, enfermer la moitié du monde dans les couvents; secondo, organiser de vastes battues de Dons Juans où l'Etat paiera une prime pour chaque tête abattue; tertio, supprimer les pères trop prolifiques et leur descendance mâle au nom du Salut Public; peut-être même se trouvera-t-il quelque général assez ingénieux pour utiliser vos conclusions à un plan de conquête du monde; il n'aurait qu'à exiler en pays ennemis les familles trop productives; les peuples s'étoufferaient alors systématiquement et créveront de faim, il ne restera plus qu'à massacrer quelques survivants, le vainqueur obtiendrait ainsi de l'espace vital pour plusieurs millions.

L'ensemble de la théorie de l'économiste anglais n'est pas suffisamment fondé pour nous inquiéter. Mais Malthus a cependant soulevé un détail d'une extrême importance sociale: il propose en effet aux familles pauvres (qui sont habituellement les plus nombreuses) de procéder à une limitation des naissances librement acceptée et réalisée par la continence partielle ou totale. Nous avons là peut-être la solution de l'avenir permettant de vaincre la pauvreté, la misère et le chômage, fléaux contre lesquels l'humanité lutte en vain depuis si longtemps. La solution de Malthus a d'ailleurs cet avantage marqué de ne pas heurter les consciences chrétiennes, protestantes ou catholiques.

Quoi qu'il en soit, cet ouvrage ouvre à la démographie et aux sciences de l'homme un vaste champ de recherches qui n'est pas près d'être épuisé.

L'eau minérale de Québec: UN EXCELLENT REMÈDE

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour savoir ce que nous pensions des eaux minérales exploitées par Denis Breton, au faubourg Saint-Jean à Québec.

Afin de répondre en toute objectivité aux questions qui nous sont posées, nous sommes allés voir monsieur Breton lui-même et nous abreuver à sa source d'eau minérale. Nous devons dire que personnellement cette eau nous a semblé excellente pour la digestion et les soins de l'intestin.

Monsieur Breton s'est prêté avec beaucoup d'amabilité à toutes nos questions. La meilleure réponse qu'il peut apporter concernant les qualités de l'eau minérale qu'il a mise sur le marché est sans contredit le certificat décerné par le Docteur Nooth il y a six ans. Nous transcrivons ici le texte de ce certificat:

annonce

TROIS-RIVIÈRES — Les BATISCAN IRON WORKS ou, comme on les appelle plus couramment, les Forges de Batiscan, sont installées à six (6) milles de l'embranchure de la rivière, un peu plus haut que l'église de Sainte-Genève de Batiscan sur la rivière. L'établissement métallurgique est situé sur un plateau facilement accessible. Les terrains environnants abondent en minerai de fer: ceux presque à fleur du sol. Les péniches peuvent facilement naviguer du Fleuve jusqu'à l'usine.

Le complexe sidérurgique est assez impressionnant. Il comprend actuellement un haut fourneau, un bâtiment pour la fonte spéciale, deux forges et plusieurs autres édifices qui servent d'édifices à bureaux, d'entrepôt, etc.

Les principaux actionnaires des Batiscan Iron Works sont l'Honorable Thomas Dunn, l'Honorable John Craigie, membre du Conseil Exécutif, Joseph Frabisher, magnat de la fourrure, et l'Honorable Thomas Coffin. Malgré plusieurs difficultés telles que l'absence de routes carrossables pour le transport de la matière première, la rareté du sable à moudre qu'on doit faire venir d'Angleterre à un prix exorbitant, les forges de Batiscan ont progressé rapidement et fonctionnent aujourd'hui à plein rendement. Autour des usines, sur un coteau, s'est développée une petite agglomération que les habitants de Sainte-Genève appellent: "Village des Forges".

Dans l'esprit des fondateurs des Batiscan Iron Works, les forges de Batiscan devaient concurrencer celles de Trois-Rivières. Et elles ne sont pas loin d'y réussir. C'est à ce point que les actionnaires des Batiscan Iron Works veulent, on le dit sous le manteau, acheter les Forges du Saint-Maurice.

Quoi qu'il en soit, la région du Saint-Maurice est en train de devenir la capitale métallurgique du Canada.

Un remède secret contre le cancer

La rumeur courait depuis quelque temps que l'abbé P.-J. Compain, curé de Saint-Antoine de

Chambly, avait découvert un remède contre le cancer. Cette rumeur vient d'être confirmée par l'abbé Compain lui-même.

LA MARINE DES É.-U. GAGNE UN SAVANT



d'après Houdon

ROBERT FULTON

Déçu de l'accueil qu'on lui a fait autant en Angleterre qu'en France, Fulton a décidé de s'installer aux États-Unis pour continuer ses expériences sur la navigation. Il y a deux ans, à Paris et à Plombières, il avait effectué des démonstrations avec un sous-marin qu'il avait baptisé le "Nautilus".

En effet, dans une lettre que l'abbé Compain envoyait il y a quelques temps à la supérieure de l'Hôtel-Dieu de Québec, il se déclare prêt à mettre entre les mains de cet hôpital le secret de son remède. L'abbé Compain écrit textuellement: "Permettez-moi de vous présenter mes humbles respects, et, en même temps, de vous offrir le secret de guérir le cancer et, par là, vous aider à augmenter votre revenu et vous aider, avec plus d'aisance, à secourir les pauvres misérables qui se trouvent atteints de cette maladie mortelle".

Un peu plus loin, l'abbé Compain ajoute: "J'ai résolu de remettre mon secret à trois communautés chargées du soin des malades: c'est-à-dire, à votre communauté, à celle de Montréal et aux Trois-Rivières".

Le curé de Saint-Antoine de Chambly met cependant quelques conditions à la livraison de son secret. Ces conditions sont les suivantes: les pauvres seront soignés gratuitement, ceux qui peuvent le faire paieront pour les frais encourus. Le curé ne demandant rien pour lui-même une prière pour la sanctification de son âme, le droit d'utiliser lui-même son remède et enfin l'exigence du secret de la communauté sur celui-ci.

Etant donné la dernière de ces conditions, nos correspondants n'ont évidemment pu obtenir quelques autres détails que ce soient sur ce remède. Ceux qui souffrent du cancer devront s'adresser à l'Hôtel-Dieu.

Québec, 17 juillet 1799.

"Ayant examiné les eaux minérales, au bout du Faubourg Saint-Jean, je suis d'opinion que, dans bien des maladies, elles peuvent être un remède très utile. Toutefois, qu'il y a faiblesse dans l'estomac et l'intestin, l'usage de cette eau peut tendre à augmenter les pouvoirs de la digestion et peut rendre les évacuations naturelles plus régulières et plus efficaces. Dans les maladies de la pierre, cette eau peut être très salutaire et dans les cas d'acidité dans les premiers passages, elle peut devenir d'un secours particulier".

J. Mervin Nooth.



EN HIVER

Lithogr. Coke Smyth (A. P. C.)

Une route idéale : le Saint-Laurent

Depuis que le système de poste fonctionne bien, le Saint-Laurent est sillonné tout l'hiver de voitures de poste faisant la navette entre Québec et Montréal. Smyth représente ici quelques voitures s'avancant sur les glaces. A remarquer que les chevaux sont attelés en double à chaque voiture.

POUR LANGUE... ANGLAISE ou FRANÇAISE DE L'EAU CHEZ SOI À VOLONTÉ

Montréal. — Depuis cette année, il est possible de toujours avoir de l'eau fraîche chez soi, sans qu'il soit besoin de recourir aux puits ou aux charriots d'eau. En effet, la compagnie formée il y a quatre ans pour construire un aqueduc offre maintenant aux citoyens de Montréal des contrats par lesquels la compagnie s'engage à conduire l'eau dans l'appartement. Il en coûte sept dollars par semestre. Il est bien entendu qu'interdiction est faite aux voisins de venir s'approvisionner à même vos réserves. Il est interdit aussi d'en vendre ou d'en donner.

Chose intéressante, la compagnie se compose de cinq actionnaires et tous sont de langue anglaise : MM. Joseph Frohisher, John Gray, Daniel Sutherland, Thomas Schieffelin et Thomas Sewell. La compagnie a deux raisons sociales en langue française et deux en langue anglaise : "Compagnie des Eaux de Montréal" et "Compagnie des Propriétaires des Eaux de Montréal"; "Montreal Water Works" et "Company of Proprietors of the Montreal Water Works". Les formules de contrat sont aussi dans les deux langues.

L'IRLANDE AU PARLEMENT

DUBLIN. — Devant l'insurrection irlandaise de 1788, Pitt résolut de briser cette "verte Erin" en lui ôtant ce qui pouvait lui rester d'indépendance. C'est ainsi qu'il décida de son union à la Grande-Bretagne. Union qui supprima le gouvernement et le parlement irlandais, qui enverrait 100 députés et 32 lords irlandais siéger à Westminster, qui laisserait à l'Irlande sa dette et ses impôts particuliers et l'obligerait à payer les 2-7 de la dépense de la Couronne.

Pour s'attacher les catholiques, Pitt alla jusqu'à leur laisser entrevoir l'abolition du "Test", leur permettant ainsi de siéger au

Parlement, et son intention d'établir l'Eglise catholique en Irlande, si celle-ci laissait au gouvernement le droit de regard sur les évêques.

C'en était trop pour les protestants qui décidèrent de ne pas donner leur appui au projet. Afin de se les rallier, Pitt dut leur distribuer terres et argent.

Enfin, le 5 février 1800, l'acte d'Union fut signé à Dublin et ratifié, en mai, à Londres. Mais Londres craint encore l'influence révolutionnaire car, a-t-il réussi à briser le nationalisme irlandais, à résoudre un drame à la fois social, national et religieux ?

Voyages & TOURISME

Création d'un fonds de secours pour les pilotes

Pour être pilote il faut être bilingue

Québec. — Le Parlement du Bas-Canada a adopté dernièrement une nouvelle réglementation concernant le pilotage sur le St-Laurent. L'accroissement du nombre de navires qui viennent chaque année dans le port de Québec et aussi la nécessité de donner de meilleures conditions de travail aux pilotes est à l'origine de la loi "45 George III, chapitre 12".

ASSURANCE CONTRE LE FEU

A. Auldjo, agent de la compagnie d'assurance du Phoenix de Londres, pour le Haut et le Bas-Canada, prend la liberté d'informer les habitants de Québec, et des autres parties de la Province, qu'il est actuellement prêt à assurer, à son Bureau à Montréal, les propriétés contre le feu aux taux établis pour Montréal. Ceux qui désirent faire effectuer des assurances sont priés de s'adresser par eux-mêmes ou des agents, avec la description des propriétés; et ceux qui ci-devant ont fait exécuter leurs assurances à Londres, peuvent en ordonner la discontinuation, et les faire effectuer ici. — Montréal.

Depuis la fixation des nouveaux règlements, pour devenir pilote sur le St-Laurent, il faut avoir été en apprentissage pendant au moins cinq ans et avoir effectué au moins deux voyages en Europe. On exige aussi que le pilote soit bilingue, c'est-à-dire qu'il sache assez la langue anglaise pour pouvoir donner des ordres dans cette langue.

Afin d'assurer la relève, chaque maître-pilote devra prendre un apprenti avec lui, pas plus. Les frais de pilotage se calculent au nombre de pieds de tirant d'eau du navire.

Des préoccupations sociales ont incité le Parlement à obliger tout pilote à verser dans une caisse commune huit deniers pour chaque livre de salaire. Les fonds ainsi recueillis serviront à venir en aide aux pilotes infirmes, aux veuves et enfants des pilotes défunts.

PETITES ANNONCES

• FROMAGE DE GRUYÈRE

Récemment déchargés du bord de la Lydia, quelques paniers du fromage ci-dessus, et à vendre au no 5, Rue St-Pierre, Québec.

• PRODUITS DES FORGES DE BATISCAN

Le soussigné prend la liberté d'informer le public et particulièrement ses amis et ceux qui ont coutume de le favoriser de leurs achats, qu'il a à vendre le fer des Forges de Batiscan, consistant en un assortiment général de fer, poêles doubles et simples, plaques de fer, fer en barre, chaudrons, etc., etc., etc.

Jacques LeBlond,
Québec.

• IMPORTATIONS DE LA JAMAÏQUE À VENDRE

Six barriques de rum d'ananas et deux barriques de jus de citrons, récemment arrivées de la Jamaïque. S'adresser au Magasin de Monro et Bell, Québec.

VENEZ FAIRE MOUDRE VOS GRAINS

au
Moulin Ogilvie

fondé en 1801

situé à Jacques-Cartier

près de Québec

Etapas et Rencontres Internationales

Bulletin No 6

Trois-Rivières, Case Postale 1144

Octobre 1966

QUINZIÈME ANNIVERSAIRE

Ces années de présence et d'activité dans le monde du voyage, si nous les comptons avant d'en célébrer la vertu successive! Soucieux de rajeunissement ne cachons-nous pas nos vingt ans derrière l'écran d'un quinzième anniversaire?

C'est en 1946 qu'eurent lieu les premières rencontres entre nous qui venions d'Europe et Monsieur Albert Tessier de Trois-Rivières. Elles furent à l'origine d'utiles études de prospective en matière de tourisme et aboutirent à la venue au Canada, en 1949, d'une délégation française ayant à sa tête le Ministre des Affaires Etrangères de France de l'époque, Robert Schuman, appelé justement le Père de l'Europe.

Ce voyage prototype servit de base, dès 1953, à l'établissement d'un courant voyageur qui n'a pas cessé depuis. Nous sommes devenus des milliers au sein des Etapas et Rencontres Internationales, des milliers de messagers.

La valeur du message que nous apportons consiste en ceci qu'ayant vécu ensemble les réalités des voyages nous portons ensemble témoignage de la valeur humaine du voyage.

L'avènement du tourisme de masse requiert une prise de conscience de la condition de l'homme qui voyage et postule une action coordonnée en vue de mettre le monde du voyage au service de l'homme.

Les célébrations prévues pour 1967 ont pour but de montrer de quels liens l'amitié nous lie.

Nous y puiserons des forces neuves pour les tâches à venir.

1946 : ARRIVÉE À NEW YORK



M. l'abbé Houyoux, le professeur Castagné, deux Israélites et Louis Jourdan.



1949 : Monseigneur Maurice Roy, le Cardinal MacGuigan et M. Robert Schuman.

TOUR DU MONDE

Quand Etapes et Rencontres Internationales lança le premier "VOYAGE DES JEUNES" ... en 1953, il ne manqua pas de bons esprits pour affirmer : "On ne visite pas cinq pays d'Europe en 50 jours. Vous n'aurez aucun succès".

Le "VOYAGE DES JEUNES" en est à sa quinzième année. Son succès est grandissant. Personne ne trouve plus maintenant que faire un "tour d'Europe", comme on dit, en 30 jours, soit une folle entreprise.

Est-il plus malaisé de visiter cinq ou six pays d'Asie que cinq ou six pays d'Europe dans le même laps de temps?

Cela n'est point prouvé.

Nous nous mettrons donc en route, au mois de mai, sur l'itinéraire que voici : Montréal - Paris - Athènes - Tel Aviv - New-Delhi - Katmandu au Népal - Calcutta - Bangkok - Pnomh - Penh - Angkor - Hong-Kong - Tokyo - Honolulu - Los Angeles - Chicago - Montréal.

La durée du tour, de Montréal à Tokyo, sera de quatre semaines environ. Les voyageurs auront ensuite toute latitude pour séjourner aux îles Hawaï et en Californie avant de regagner Montréal.

Des cours préparatoires à ce voyage seront organisés au cours de l'hiver 1966-1967.

Le prix du "TOUR DU MONDE", prix "quinzième anniversaire", sera de l'ordre de quinze cents dollars, pour les membres d'Etapes et Rencontres.

Voyage du

15^e anniversaire

Nous sommes heureux d'offrir à nos membres 144 places gratuites sur l'avion d'AIR FRANCE qui reliera Montréal à Paris, le dimanche 5 mars 1967 avec retour le 19 mars.

Ces deux vols s'effectueront sur des appareils réguliers, Boeing 707, entièrement réservés à Etapes et Rencontres.

Après deux jours passés à Paris, notre groupe prendra la direction de l'Espagne pour un séjour d'une semaine sur la Costa del Sol. Il s'agit de retrouver, avec le soleil, l'atmosphère d'entrain et de bonne humeur des voyages que nous avons accomplis naguère.

Les places seront accordées en priorité aux personnes ayant déjà voyagé avec Etapes et Rencontres Internationales et à leurs époux ou épouses. Les membres de leur famille et les personnes recommandées par eux peuvent aussi être admis à faire partie du voyage.

En principe, nos invités participent à la tournée en Espagne, qui n'est guère onéreuse. Des dérogations peuvent être faites en faveur des personnes désireuses de demeurer libres durant leur séjour en Europe.

Les places seront accordées à ceux qui en feront la demande les premiers.

ITINÉRAIRE

VOYAGE DU 15^e ANNIVERSAIRE

5 MARS MONTREAL/PARIS : Départ de Dorval dans la soirée par Boeing 707 d'Air France. Repas à bord.

6 MARS PARIS : Arrivée à Orly tôt dans la matinée. Transfert à Paris. La journée est libre.

7 MARS PARIS : Journée libre pour la visite de la capitale. Transfert à la gare de Paris-Austerlitz à 22 heures et départ pour Hendaye à 22.42 heures. Trajet jusqu'à la frontière espagnole en wagons-couchettes.

8 MARS MADRID : Arrivée à Hendaye à 7.48 heures du matin. Petit déjeuner sur la Côte des Basques. Départ en car pour Madrid. On traverse les Pyrénées et l'on atteint la "Meseta", vaste plateau qui occupe toute l'Espagne centrale. La vieille Castille offre aux regards du voyageur des paysages violemment colorés et le pittoresque des moeurs de ses habitants. Arrêt à BURGOS, ancienne capitale de l'Espagne, pour la visite de la ville et le déjeuner. Arrivée à Madrid en fin d'après-midi. Dans la soirée, possibilité d'assister à un spectacle de flamenco.

9 MARS GRENADE : Matinée libre à Madrid. Même ceux qui l'ont déjà visité voudront revoir encore le fabuleux musée du Prado. Tous se laisseront tenter par les magasins de l'Avenida. Départ à 13 heures pour Grenade. La route traverse les vastes plaines de la nouvelle Castille où s'illustra Don Quichotte. Après les cols de la Sierra Morena, on pénètre en Andalousie, terre fertile en oliviers. Une route de montagne nous amène à Grenade au pied de la Sierra Nevada.

10 MARS GRENADE - MALAGA : Le matin, visite de l'Alhambra et des jardins du Généralife puis déjeuner. Deux possibilités sont ensuite offertes : 1. — Les passagers désireux de faire du ski au Cerro de Mulhacen demeurent à Grenade et y séjournent jusqu'au 17 mars. Ils

peuvent aussi rejoindre, après quelques jours, le groupe résidant sur la Costa del Sol. 2. — Pour les amateurs de plages au soleil et de golf, départ de Grenade à 13 heures. Arrivée à Malaga à 17 heures. Installation à l'hôtel sur la Costa del Sol.

11 MARS GRENADE - COSTA DEL SOL : De Grenade il est facile de se rendre par autocar jusqu'à la station de ski admirablement située au milieu des crêtes qui dominent la Méditerranée. Les skieurs seront logés à Grenade. Ceux qui auront choisi la Costa del Sol pourront, entre deux séjours sur la plage, visiter Malaga et ses environs.

12 MARS GRENADE - COSTA DEL SOL : Une invite pour aujourd'hui : visiter la ville gitane de Guadix au départ de Grenade ou la ville perchée de Ronda au départ de Malaga.

13 MARS GRENADE - COSTA DEL SOL : La suggestion du jour sera pour Grenade : Lanjaron, ville thermale aux sept sources renommées et aux splendides paysages et pour Malaga : la ville romaine d'Almunecar située sur la corniche de Motril.

14 MARS GRENADE - COSTA DEL SOL : L'après-midi d'aujourd'hui pourrait être réservé soit à la visite de la cathédrale de Grenade qui possède l'une des plus somptueuses Capilla Mayor d'Espagne (Dans la chapelle royale reposent les dépouilles de Ferdinand et d'Isabelle, les Rois Catholiques dont le nom est étroitement lié à la découverte de l'Amérique) soit, pour ceux qui résident à Malaga, à l'excursion classique au Castillo de Gibralfaro, forteresse d'origine phénicienne. Ceci, bien sûr, à l'usage de ceux qui n'auront pas choisi aujourd'hui l'excursion au Maroc et à Séville (voir pour cette excursion l'itinéraire détaillé d'autre part).

15 MARS GRENADE - COSTA DEL SOL : On propose aujourd'hui aux skieurs de visiter le Sacro Monte par la route qui

traverse le quartier des gitans de l'Albaicin. De Malaga, on se rendra facilement à Andalucia-la-Nueva, ville moderne entièrement construite pour les loisirs. C'est aujourd'hui également que débute l'excursion à Tanger dont on trouvera par ailleurs l'itinéraire détaillé.

16 MARS GRENADE - COSTA DEL SOL : La dernière journée sera libre pour permettre l'achat des souvenirs et, peut-être, l'envoi des dernières cartes postales!

17 MARS MADRID : Départ de Malaga et de Grenade en direction de Madrid où l'on arrivera en fin d'après-midi. Soirée libre.

18 MARS MADRID - HENDAYE : La matinée est libre. Départ de Madrid pour Hendaye où l'on prendra, à destination de Paris, le train de 22.34 heures. Wagons-couchettes comme à l'aller.

19 MARS PARIS - MONTREAL : Arrivée à Paris à 7.42 heures. La matinée est libre. Transfert à Orly à 12.30 heures. Départ vers 14 heures pour Montréal par jet d'Air France.

EXCURSION FACULTATIVE AU MAROC ET À SÉVILLE (EXCURSION No 1)

14 MARS MALAGA - ALGECIRAS : Départ de Malaga vers 18 heures pour Algéciras. Située face à Gibraltar et à la côte d'Afrique, ALGECIRAS est un lieu de séjour ravissant, paré de toutes les séductions du climat méditerranéen. Des navires de toutes provenances sillonnent les eaux de sa baie, chargés pour nous de plus de rêves que d'or noir ou d'épices.

15 MARS ALGECIRAS - TANGER : Embarquement à 9 heures pour TANGER. Déjeuner à bord. Le navire glisse entre les montagnes du Rif et la côte espagnole d'où se détache le fameux cap TRAFALGAR. Arrivée à TANGER à 13 heures. Visite de la ville : le Soco et la grande mosquée, les souks et la médina, le pa-

lais des sultans devant lequel les charmeurs de serpents proposent d'enrouler autour du cou des belles leurs vivants colliers.

16 MARS TANGER - SEVILLE : Embarquement pour GIBRALTAR à 9 heures. Visite de Gibraltar. Le fameux Rocher, avec ses casemates, ses tunnels et ses singes mais surtout avec ses surprenants magasins où tout est donné... ou presque. De Gibraltar à Algéciras et Séville par la route de Cadix au bord de laquelle s'étendent les prés réservés à l'élevage des taureaux de combat. Arrivée vers 18 heures.

17 MARS SEVILLE - MADRID : Visite de Séville. Promenade guidée à l'Alcazar et dans les ruelles sonores du Barrio de Santa Cruz. Visite de la Cathédrale, l'une des plus vastes de la chrétienté. Départ de Séville à 11 heures. Déjeuner à CORDOUE. Visite de l'ancienne mosquée, maintenant cathédrale. Ce monument est l'un des chefs-d'oeuvre de l'art andalou et rien ne peut lui être comparé sinon la mosquée de La Mecque. En route vers Madrid, par JAEN. Arrivée à Madrid vers 20 heures.

EXCURSION FACULTATIVE À TANGER (EXCURSION No 2)

15 MARS MALAGA - ALGECIRAS : Départ de Malaga à 14 heures pour MARBELLA. Visite de la nouvelle ville des loisirs ANDALUCIA LA NUEVA, création futuriste due à BANUS. Arrivée à l'Hôtel REINA CRISTINA à Algéciras à 18 heures.

16 MARS ALGECIRAS - TANGER : Embarquement à 9 heures pour Tanger. Déjeuner à bord. Traversée du détroit de Gibraltar. Arrivée à Tanger vers 13 heures. Visite de la ville ancienne et soirée libre.

17 MARS TANGER - GRENADE : Embarquement pour Gibraltar à 9 heures. Visite de la ville et du rocher. De Gibraltar on regagne l'hôtel à Malaga et Grenade.

CONDITIONS

1. La traversée transatlantique s'effectue sur un appareil régulier des lignes d'AIR FRANCE.

Les repas et les services fournis sont ceux de la première classe.

Cette traversée est gratuite pour les membres d'Étapes et Rencontres Internationales.

2. Le prix de la tournée en Europe est de \$396.00
Il couvre les frais inhérents aux services suivants :

- a) Trajet en chemin de fer de Paris à Hendaye (frontière espagnole) et de Hendaye à Paris en voiture-couchettes.
- b) Transport en autocar de luxe de Hendaye à Grenade et Malaga et, au retour, de Malaga et Grenade à Hendaye.
- c) Transferts de l'aéroport d'Orly à Paris et de Paris à Orly.
- d) Logement en hôtels de 1ère catégorie à Paris (Lutetia ou Victoria Palace) et de catégorie luxe en Espagne. Chambres à deux lits avec salle de bain ou douche.
- e) Petit déjeuner — formule continentale — et repas du soir dans les hôtels mentionnés ci-dessus.
- f) Guide en route et accompagnateurs durant tout le séjour en Europe.

Ne sont pas compris dans ce prix la taxe d'aéroport à Orly, les boissons à table, les dépenses d'ordre personnel, les frais d'excursions.

3. Le prix des excursions ne peut être déterminé avec précision à l'heure actuelle.

Excursion No 1 environ \$31.00.

Excursion No 2 environ \$25.00.

Ces chiffres sont donnés à titre de simple indication.

Pour toute correspondance, s'adresser à

ETAPES ET RENCONTRES INTERNATIONALES
Case Postale 1144,
Trois-Rivières.

QUINZIÈME "VOYAGE DES JEUNES"

Une initiative pratique à la culture occidentale, des notions pratiques d'histoire générale et d'histoire de la civilisation européenne,

un rappel, sur le site où ils se sont déroulés, des événements qui ont déterminé nos modes de pensées et les impératifs de la vie internationale actuelle, une visite abondamment commentée des lieux les plus illustres et les plus délicieux du vieux continent,

une prise de contact avec les pays victimes du sous-développement,

une plongée dans le monde de l'Islam,

la plus jeune des occasions de se lier d'amitié avec la terre des hommes

tel est ce "VOYAGE DES JEUNES" auquel sont conviés aussi bien ceux que leurs études ont déjà familiarisé avec les oeuvres classiques que ceux-là mêmes qui, n'ayant pas eu le privilège de pareil genre d'études, désirent compléter leurs notions de culture générale.

En voici les dates :

Départ de Montréal le 26 juin 1967

Retour à Montréal le 3 août.

Une initiative d'Étapes et Rencontres Internationales pour une pédagogie itinérante

Les travaux que nous avons entrepris depuis plusieurs années en vue de faire reconnaître la valeur du voyage sur le plan pédagogique se concluront en 1967 par une réalisation sur le plan pratique.

En plus d'un "voyage des jeunes" qui s'effectue durant les grandes vacances nous organiserons un trimestre complet de "classes itinérantes" pour de jeunes étudiants accompagnés de leurs professeurs.

L'idée est de faire donner "dans la nature", sur les lieux qui constituent les centres d'intérêt véritables, les mêmes cours qui se donneraient ici dans des classes "avec murs". En somme, il s'agit d'étudier la littérature française en France, Rome à Rome et Napoléon à Fontainebleau ou à Waterloo.

De plus, les jeunes seront initiés de bonne heure aux réalités de la vie internationale. Ils apprendront concrètement qu'il est nécessaire d'opérer une rencontre des cultures préalablement à la rencontre des hommes.

Et ils reviendront persuadés de l'utilité de l'effort qu'il leur reste à accomplir pour devenir à la fois citoyen de leur propre nation et citoyen du monde.

Date prévue pour les premières classes itinérantes: premier trimestre de l'année scolaire 1967-1968.

COURTÉ

Depuis 1960, les ministères dont relève l'Éducation dans la Province de Québec ont accordé des bourses d'études à des étudiants venant suivre des cours d'été en Europe avec Étapes et Rencontres Internationales.

Ainsi s'est trouvée reconnue, dès avant le temps des réformes scolaires, la valeur de méthodes pédagogiques nouvelles qui font place au voyage comme à un indispensable instrument de culture, seul capable de répondre à l'exigence d'authenticité et de présence à l'objet qui est la marque de l'esprit moderne.

Cette année verra s'intensifier l'effort accompli en vue d'assurer aux "tournées complémentaires des cours d'été" le rôle principal. L'intérêt premier des cours d'été n'est-il pas de prendre contact avec des réalités et des hommes qui risquent de n'avoir été jusque là que des concepts, objets d'imagination ou d'abstraction?

Les cours commenceront cette année le 29 juin 1967 pour se terminer le 18 août.

POSITIONS D'ÉTAPES ET RENCONTRES INTERNATIONALES

Les voyages d'Étapes et Rencontres doivent continuer à être d'exemplaires routes d'amitié, à faciliter l'accès à l'univers de la culture et à fournir à chacun l'occasion de prendre la mesure de sa condition d'homme sur la terre des hommes.

Nous avons aussi à nous engager dans des voies nouvelles. D'avoir éprouvé et fait ressortir tant de fois la valeur pédagogique du voyage, nous habilité à agir désormais pour que s'instaure une pédagogie du voyage.

Qu'est-ce donc à dire?

L'étendue et le progrès des connaissances, la nécessité des remises à jour, le goût de l'observation directe, rendent familière la notion d'école perpétuelle obligatoire.

En même temps s'énonce un nouvel impératif: apprendre vite, comprendre vite. Le retard, funeste aux études, devient, quelque effort que l'on déploie, inévitable. Les cours de rattrapage ressortissent à la recherche du temps perdu autant, sans doute, que la réforme des programmes d'enseignement.

Le meilleur moyen d'apprendre vite est de ne pas perdre de temps. S'il est toujours dans l'ordre, pour le maître, de présenter l'objet de connaissance et, pour l'élève, de se le représenter, il n'est plus dans l'ordre de ne jamais se présenter à cet objet.

La pédagogie à jour est une pédagogie de la présence. Elle fait place à la "mouvance". Elle suppose des maîtres dispensant un enseignement de plein air, des classes, sans murs, itinérantes.

Le tableau du maître cède la place aux tableaux de maîtres.

On lit les villes comme on lisait les livres. L'homme cultivé doit avoir voyagé comme il doit avoir lu; les voyages sont aussi indispensables que les ouvrages.

Il s'ensuit qu'en premier apprendre à voyager est élémentaire autant qu'apprendre à lire et que le droit existe pour chacun de recevoir l'une et l'autre forme d'enseignement.

Il s'ensuit en second qu'il faut, ici comme là, des maîtres et que ces maîtres sont à trouver et à éduquer.

La tâche est urgente.

En 1970, l'aviation commerciale mettra sur le marché les appareils à vitesse supersonique. Les aérobus de quatre cents places auront des dimensions de salles de fête.

La question est de savoir qui les remplira, qui guidera, qui accueillera le peuple innombrable des voyageurs de demain?

UNE DATE À RÉSERVER

La rencontre bisannuelle des amis et anciens voyageurs d'Étapes et Rencontres Internationales aura lieu à Montréal le 7 mai 1967.

Le cadre de notre rencontre sera un cadre neuf: l'hôtel Château Champlain, du Canadien Pacifique, aura ouvert ses portes depuis peu de jours.

Pour qu'elle puisse revêtir plus d'ampleur, nous avons pensé utile de déplacer la date traditionnelle et de reporter au mois de mai des assises qui se tenaient d'habitude en janvier. L'obstacle de l'hiver est ainsi écarté.

Nous avons aussi choisi l'heure du midi, au lieu de la soirée, pour permettre aux personnes venant de loin ou disposant de peu de temps, de se déplacer plus aisément.

Enfin, nous avons éliminé un dernier obstacle, celui du prix. L'accès à la réunion sera libre.

A 11.30 heures, aura lieu l'assemblée statutaire de l'association "Étapes et Rencontres Internationales Québec Inc."

Un cocktail sera servi à l'issue de l'assemblée. Ce n'est qu'à 12.45 heures que commencera le banquet, auquel tous sont conviés mais qui comportera une légère participation financière.

L'Exposition de Montréal accueillera ses visiteurs à ce moment et il sera facile d'aller y faire un tour, après la réunion avec les amis retrouvés.

Il sera difficile, assurément, de trouver une raison de n'être pas à Montréal le 7 mai.

